
**COMPTE GENERAL
ADMINISTRATIF DE L'ETAT**

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2020

SOMMAIRE

PARTIE I : CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET 2020.....	3
CHAPITRE I : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	3
A. <i>La conjoncture dans les principaux pays avancés</i>	3
B. <i>La conjoncture dans les pays émergents et en développement</i>	4
C. <i>La conjoncture dans les pays de la CEMAC</i>	5
D. <i>L'évolution des cours des produits de base</i>	5
CHAPITRE II : CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT	8
A. <i>Le contexte économique national</i>	8
B. <i>La Politique du Gouvernement</i>	19
PARTIE II : PRESENTATION GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE 2020.....	26
CHAPITRE I : EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT EN RECETTES ET EN DEPENSES	27
A. <i>Les recettes du budget de l'Etat</i>	27
B. <i>Exécution des dépenses du budget de l'Etat</i>	28
CHAPITRE II : EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION	32
A. <i>L'exécution du budget par mission</i>	32
B. <i>L'exécution de la mission « Pouvoirs publics »</i>	34
CHAPITRE III : SYNTHESE GENERALE	35
A. <i>Le contexte économique national</i>	35
B. <i>L'exécution budgétaire</i>	35
ANNEXES	36
ANNEXE 1 : EXECUTION DU BUDGET PAR MISSION / PROGRAMME.....	37
ANNEXE 2 : EXECUTION DES DEPENSES PAR MISSION/TITRE	42
ANNEXE 3 : EXECUTION DES RECETTES.....	47
GLOSSAIRE.....	48

PARTIE I : CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET 2020

L'analyse de l'exécution du budget de l'année 2020 tient compte des exigences de l'environnement économique international d'une part, et du contexte national ayant influencé la politique budgétaire du Gouvernement, d'autre part.

CHAPITRE I : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Marquée par la morosité économique observée dans la quasi-totalité des pays, les crises financière et sanitaire et l'atonie de la consommation, l'économie mondiale est entrée en récession en 2020, dans la suite du ralentissement relevé l'année précédente du fait des tensions commerciales entre la Chine, les Etats-Unis et l'Union Européenne. Cette décrue de l'activité s'est traduite par une augmentation du taux de chômage, une importante contraction des flux commerciaux, une baisse des investissements et une aggravation des déficits publics, en lien avec les plans de relance mis en place par les Gouvernements pour soutenir la croissance.

En matière de politique monétaire, dans une optique de soutien de la demande globale, de nombreuses banques centrales ont adopté une politique monétaire accommodante à travers le maintien des principaux taux directeurs à des niveaux relativement bas. Dans ce contexte, la production réelle mondiale a chuté de 3,3% en 2020 contre une progression de 2,9% un an plus tôt.

A. La conjoncture dans les principaux pays avancés

La croissance de l'ensemble des **pays avancés** a reculé à -4,7% en 2020 contre +1,7% en 2019, en liaison avec les difficultés structurelles de plusieurs économies, exacerbées par la crise sanitaire sans précédent et l'atonie de la demande.

L'activité de la première économie mondiale (**Etats-Unis**) a régressé de 3,5% contre un accroissement de 2,2% en 2019. En effet, les effets pervers de l'épidémie et l'adoption tardive de mesures de soutien budgétaire ont pesé sur la consommation des ménages et la majorité des secteurs. Cette pandémie a touché principalement le secteur des services, qui inclut entre autres, la restauration, le tourisme et l'hôtellerie.

En rapport avec la crise sanitaire, des secteurs entiers de **l'économie nipponne** ont été impactés et ce, malgré un regain de la consommation (+2,2%) et des exportations (+11,1%) au dernier trimestre de l'année 2020. Ainsi, le Produit Intérieur Brut (PIB) a reflué de 4,8% contre +0,7% en 2019, soit la première contraction enregistrée par la troisième économie mondiale depuis 2009.

L'activité s'est détériorée dans la **zone euro**. En effet, la crise s'est traduite par une récession au sein de ce bloc économique, dont la production annuelle a chuté de 6,6% en 2020. Celle-ci a ralenti à +1,2% l'année précédente, plombée par la faiblesse de la demande extérieure. L'analyse par pays met en exergue un impact notable de la pandémie en Espagne (-11% contre +2% en 2019) et en Italie (-8,9% contre +0,3% en 2019).

En **France**, les mesures restrictives de lutte contre la propagation du coronavirus ont entraîné une chute de 8,2% du Produit Intérieur Brut annuel, après la performance enregistrée un an auparavant (+1,5%). Cette crise s'est traduite par une contraction de la

consommation des ménages (-7,1%), de l'investissement (-9,8%), des exportations (-16,7%) et des importations (-11,6%), dans un contexte de perturbation des échanges internationaux.

Parallèlement, la production réelle annuelle de l'**Allemagne** a enregistré sa contraction la plus importante depuis la crise financière de 2009. Plombée, comme la plupart des économies, par les effets de la crise, l'économie allemande a baissé moins rapidement que le reste des pays européens (-4,9% contre 0,6% en 2019). Ces effets viennent fragiliser davantage une économie affaiblie en 2019 par la contraction des échanges mondiaux.

Hors de la Zone, le **Royaume-Uni** a subi une diminution de son produit intérieur brut de 9,8%. Ce chiffre confirme l'ampleur du choc de la crise sanitaire sur une économie qui digérait encore les effets du Brexit.

B. La conjoncture dans les pays émergents et en développement

Dans les **pays émergents et en développement**, la croissance a ralenti en 2020, sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie, du durcissement des conditions financières extérieures, du reflux du volume des marchandises échangées. Ainsi, le PIB s'est situé à -2,2% contre 3,6% en 2019.

Très dépendante des marchés internationaux, l'activité économique des **pays émergents d'Europe** a reculé, suite à la contraction des échanges. Le PIB de ces pays a décliné de 2,0% contre une croissance de 2,4% en 2019. Dans cet ensemble, les restrictions imposées en **Russie** pour combattre le coronavirus et l'abaissement de la demande mondiale de ressources énergétiques ont induit une diminution de 3,1% de son PIB.

Au sein des **pays émergents d'Asie** (-1,1% contre +5,4%), le produit intérieur brut de la **Chine** a progressé de 2,3% en 2020, en deçà de la moyenne observée au cours des années antérieures (6%). Malgré le ralentissement, cette croissance positive résulte de la très forte demande à l'étranger de produits médicaux et du matériel pour le télétravail (notamment des ordinateurs), ainsi que la mise en œuvre d'un plan de relance. En **Inde**, à l'instar des autres pays, l'économie a subi les effets récessifs de la pandémie pour s'effondrer de 8,0% contre une expansion de 4,2% en 2019.

L'effondrement des prix des matières premières sur les marchés internationaux et le nombre croissant de contaminations ont pesé sur l'activité économique en **Amérique latine et dans les Caraïbes**. Ainsi, la production a régressé de 7,0% contre +0,1% un an plus tôt. Dans cet ensemble, la production réelle du **Brsil**, première économie de la zone, s'est repliée de 4,1%, en dépit de la bonne tenue de l'agriculture (+2%). A contrario, l'industrie et les services ont chuté respectivement de 3,5% et 4,5%.

Au **Mexique**, en 2020, l'effondrement du tourisme, la chute des prix du pétrole et les mesures de lutte contre la pandémie ont plongé le pays dans une récession, fragilisant encore un peu plus le tissu social. Dans ce contexte, le PIB a chuté de 8,2% en 2020 contre 0,4% un an plus tôt.

Au **Moyen-Orient et en Afrique du Nord**, la production a reculé consécutivement à la diminution de la production pétrolière et à la faiblesse de l'investissement privé, dans une

période de baisse des volumes des échanges. Le produit intérieur brut a décliné de 2,9% contre 0,1% en 2019.

Un effritement de la demande intérieure et extérieure a contribué à une croissance négative en **Afrique subsaharienne**. Ainsi, la zone a enregistré une récession de 1,9% en 2020 contre une expansion de 3,2% en 2019.

C. La conjoncture dans les pays de la CEMAC

Dans la zone CEMAC, quoiqu'en légère amélioration au cours du quatrième trimestre, l'activité économique a reculé de 2,9% en 2020 contre +2,0% en 2019, sous l'effet conjugué de la crise sanitaire et ses répercussions sur le secteur productif et la volatilité des cours des matières premières exportées par l'ensemble des pays de la zone. Ce repli de l'activité est en lien avec la contraction de l'activité du secteur pétrolier (-5,5% en 2020, contre 2,3% en 2019) et dans une moindre mesure du hors pétrolier (-2,3 % en 2020, contre +1,9 % en 2019).

En termes de contribution, les secteurs pétrolier et non pétrolier ont grevé l'activité respectivement de 1,1 point et 1,8 point contre des contributions positives de 0,5 point et 1,5 point un an auparavant.

Par pays, l'évolution du PIB est établie comme suit: Cameroun (-2,0%), République Centrafricaine (0,6%), Congo (-8,6%), Gabon (-1,8%), Guinée Equatoriale (-4,1%) et Tchad (-0,6%).

D. L'évolution des cours des produits de base

L'année 2020 a été très perturbée par la crise sanitaire et la récession économique. En effet, les premières mesures restrictives ont entraîné une réduction marquée de l'activité économique et, par conséquent, une baisse des importations pour les grands pays importateurs, ce qui a entraîné la chute de la demande de matières premières. Ainsi, l'indice des cours des produits de base établi par le FMI a baissé de 10%, sous l'effet de la chute des prix de l'énergie (-29,9%).

Parallèlement, les cours des produits non énergétiques ont augmenté de 6,6%, à la faveur de la bonne tenue des prix des produits alimentaires et des métaux de base de 1,5% et 14,5% respectivement, en raison de la forte demande de la Chine en vue de la reconstitution de ses stocks.

1. Le pétrole

Au lendemain de la guerre des parts de marchés entre l'Arabie Saoudite et la Russie, la crise sanitaire et économique a entraîné un effondrement sans précédent de la demande sur le marché mondial du pétrole. Dans ce contexte, les cours ont chuté vers la fin du premier trimestre 2020, avant de se redresser progressivement au cours des mois suivants, grâce aux efforts de l'OPEP visant à rééquilibrer le marché. En moyenne sur l'année 2020, le cours du baril de Brent s'est élevé à 42,3 dollars américains (USD) contre 64,03 (USD), un an plus tôt, soit une chute de 33,9%.

2. Le sucre

Le cours du sucre s'est inscrit à la hausse tout au long de l'année 2020. Au Brésil, premier producteur mondial, il existe une parité mécanique Sucre/Ethanol fortement influencée par l'évolution des cours du pétrole. Sur l'année, après avoir subi les effets de la pandémie qui ont pesé sur la demande, les cours du sucre se sont progressivement redressés grâce au relèvement des prix du pétrole, au cours du deuxième trimestre et de la perturbation de la production suite aux mesures de confinement (Brésil et Thaïlande).

Ainsi, le prix de la tonne de sucre blanc s'est relevé de 4,3% (12,88 cents la livre) à Londres.

3. Le cacao

En 2020, le prix moyen du cacao s'est stabilisé (+0,3%) à 2 348,25 dollars la tonne à New York. Cette situation résulte du lancement du différentiel de revenu décent au Ghana et en Côte d'Ivoire. Ces pays ont ainsi réagi à la baisse sensible du prix du marché mondial, suite à la diminution de la demande de chocolat due à la pandémie.

La production mondiale de cacao s'est établie à 4,697 millions de tonnes au terme de la campagne 2019/2020. Cette récolte a baissé de 1,8% comparée aux 4,784 millions de fèves produits lors de la précédente saison.

4. Le café

Les cours du café arabica ont été bien orientés, portés par la dépréciation de 29% du réal face au dollar, mais également par la baisse de 4,7% du peso par rapport au dollar. Dans ce contexte, la livre d'arabica s'est appréciée de 14,1% à 158,88 cents sur le marché de New-York.

Par contre, à Londres, la tonne de robusta a reculé de 2,1% sur l'année, soit 78,34 cents la livre, en raison de l'abondance de l'offre au Brésil, premier producteur mondial, et de la faiblesse de la monnaie de ce pays.

5. L'huile de palme

Les cours de l'huile de palme ont gagné 27% à 666,06 dollars US la tonne métrique par rapport à l'année précédente. Cette évolution est consécutive à la reprise de la demande provenant de la Chine, de l'Inde et de la Malaisie, principaux acteurs du marché.

6. Le caoutchouc naturel

Les cours du caoutchouc naturel se sont effondrés dès l'apparition de la pandémie de coronavirus puis se sont stabilisés, pour enfin remonter. Ce, grâce aux signaux positifs en provenance de la Chine dont l'économie s'est montrée plus résiliente que prévue. En moyenne, les cours du caoutchouc ont gagné 6,8% à 79,9 cents/lb.

7. Le manganèse

En 2020, la production mondiale d'acier au carbone, principal débouché du minerai de manganèse, a reculé de 1,5%, en lien avec une demande mondiale plus faible (-14% en Europe et -17% aux Etats-Unis). Dans le même temps, les stocks dans les ports chinois ont été évalués à 12 semaines de consommation. En conséquence, les cours du manganèse ont baissé de 18,7% à 4,6 dollars US/dmtu contre 5,6 dollars US/dmtu en 2019.

8. L'or

En moyenne, le cours de l'or s'est établi à 1 769,5 dollars l'once, en progression de 27,1% en 2020 comparativement à l'année précédente. Le cours a ainsi enregistré son plus haut niveau depuis 2010. Cette évolution est consécutive, entre autres, aux fluctuations du dollar et aux politiques accommodantes des banques centrales des principales économies.

CHAPITRE II : CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL ET POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

A. Le contexte économique national

En 2020, à l'instar de plusieurs pays dans le monde, l'activité économique nationale a subi les effets de la pandémie à travers deux chocs, liés à la chute de la demande mondiale des principaux produits d'exportations et à la baisse des cours des matières premières. A cela s'ajoute un choc endogène, lié au ralentissement de certaines activités au niveau national, suite aux mesures de lutte contre la propagation de la pandémie. Dans ce contexte, l'économie nationale est rentrée en récession. Ainsi, le produit intérieur brut réel a régressé de 1,8% en 2020 contre +3,9% en 2019, plombé par la contraction conjointe des activités des secteurs pétrole (-1,2%) et hors-pétrole (-1,9%).

1. Le Produit Intérieur Brut (PIB)

Tableau n°1 : évolution du taux de croissance du PIB

En %	2018	2019	2020
PIB total	0,8	3,9	-1,8
<i>Pétrole</i>	-8,2	13	-1,2
<i>Hors-pétrole</i>	2,8	2,9	-1,9

Source : **DGEPP**

a. Le PIB par secteur d'activités (offre)

La production intérieure a été affaiblie par les résultats des secteurs secondaire (-6,5%) et tertiaire (-4,5%), en dépit des performances du secteur primaire (+4,4%). Le relèvement du secteur primaire est consécutif à :

- la poursuite de l'expansion des activités agricoles, grâce notamment à la forte augmentation de la production de l'agriculture de rente (+32,7%), en particulier celles de l'huile de palme (70 340 tonnes) et du caoutchouc (17 566 tonnes) ;
- la bonne tenue des mines (+27,6%) qui provient de la consolidation de l'activité de l'exploitation du manganèse en lien avec les bons rendements des gisements de la Comilog et la Nouvelle Gabon Mining.

Par ailleurs, la production de bois grumes a ralenti à 1,1%, en lien avec le recul de la demande des industries locales. Toutefois, cette évolution a été atténuée par la contre-performance de la production pétrolière (-1,2%), en lien avec l'application des quotas de l'OPEP dans un contexte de chute du prix du baril de pétrole.

Le retrait de l'activité du secteur secondaire provient des contre-performances dans la quasi-totalité des branches, excepté le raffinage et l'énergie. Le repli de l'activité dans l'Industrie du bois (-2,1%) résulte de la faiblesse de la demande extérieure. L'activité des services pétroliers (-5,0%) s'est contractée en raison du ralentissement de l'effort d'investissement des sociétés pétrolières, consécutivement à la chute des prix de pétrole. La branche des autres industries de transformation (-7,6%) s'est caractérisée par un ralentissement de la production industrielle en

raison de la contraction de la demande locale. La régression de l'activité des BTP (-15,0%) résulte du retard enregistré dans la mise en œuvre de certains projets en rapport avec les contraintes budgétaires et la situation sanitaire.

La baisse des performances du secteur tertiaire (-4,5%) provient essentiellement de l'impact très prononcé de la pandémie sur les branches Services (-14,8%) et Commerce (-7,1%). Néanmoins, les Transports & Télécommunications ont enregistré une hausse de 3,9%, en liaison avec la forte activité minière et le recours au télétravail.

Tableau n°2 : évolution du PIB par secteur d'activités de 2018 à 2020

En milliards FCFA	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
Produit intérieur brut	9 368,9	9 886,9	8 816,2	5,5%	-10,8%	5 530,6	5 747,5	5 641,9	3,9%	-1,8%
PIB marchand	8 051,5	8 595,4	7 516,0	6,8%	-12,6%	4 497,3	4 724,9	4 613,9	5,1%	-2,3%
Secteur primaire	2 729,1	2 910,7	2 153,5	6,7%	-26,0%	1 068,1	1 197,8	1 250,1	12,1%	4,4%
Agriculture, Elevage, Pêche	390,7	426,3	462,4	9,1%	8,5%	325,6	354,7	379,3	8,9%	6,9%
Exploitation forestière	118,6	122,9	124,7	3,6%	1,5%	78,3	81,0	81,9	3,5%	1,1%
Pétrole brut	1 979,0	2 116,5	1 299,5	6,9%	-38,6%	563,3	636,6	628,7	13,0%	-1,2%
Mines	240,8	245,1	267,0	1,8%	8,9%	100,8	125,5	160,1	24,4%	27,6%
Secteur secondaire	2 195,5	2 303,3	2 024,3	4,9%	-12,1%	998,4	1 013,2	947,4	1,5%	-6,5%
Industries agro-alimentaires, boissons	182,8	201,8	198,3	10,4%	-1,8%	123,3	132,3	126,5	7,3%	-4,4%
Industrie du bois	196,6	198,6	192,9	1,0%	-2,9%	118,6	119,8	117,3	1,0%	-2,1%
Autres industries yc minières	324,5	345,3	328,1	6,4%	-5,0%	170,0	176,7	160,9	3,9%	-8,9%
Raffinage	9,4	8,7	10,0	-6,9%	14,3%	7,3	6,4	7,9	-12,1%	23,5%
Electricité, Eau	112,6	116,6	115,4	3,5%	-1,0%	53,9	54,7	55,5	1,5%	1,4%
BTP	308,3	327,8	298,2	6,3%	-9,0%	172,0	177,3	150,7	3,1%	-15,0%
Recherche, services pétroliers	1 061,2	1 104,5	881,4	4,1%	-20,2%	353,4	346,0	328,7	-2,1%	-5,0%
Secteur tertiaire	2 535,0	2 758,8	2 731,2	8,8%	-1,0%	1 908,1	1 986,5	1 897,7	4,1%	-4,5%
Transports & Communications	869,1	1 028,7	1 134,2	18,4%	10,3%	699,2	772,0	802,0	10,4%	3,9%
Services	1 010,0	1 053,5	923,4	4,3%	-12,3%	769,2	785,3	668,7	2,1%	-14,8%
Commerce	507,8	526,9	498,5	3,8%	-5,4%	279,1	281,0	261,1	0,7%	-7,1%
Services bancaires, assurances	282,6	279,3	285,9	-1,2%	2,4%	279,3	268,7	267,4	-3,8%	-0,5%
SIFIM	-134,5	-129,5	-110,8	-3,7%	-14,5%	-118,7	-120,6	-101,4	1,6%	-15,9%
DTI et TVA	592,0	622,5	607,0	5,2%	-2,5%	522,6	527,5	518,7	0,9%	-1,7%
PIB non marchands	1 317,4	1 291,5	1 300,1	-2,0%	0,7%	1 033,4	1 022,6	1 028,0	-1,0%	0,5%

Source : DGEPP

b. Le PIB par la demande (emploi)

En 2020, l'entrée en récession s'explique essentiellement par la baisse de la demande intérieure (-8,7%), malgré une demande extérieure en légère hausse (+0,3%).

La contraction de la demande intérieure (-8,7%) est liée au tassement de la consommation totale (-0,1%) et au recul de l'investissement total (-16,7%). En effet, la consommation s'est contractée en raison du repli de la consommation privée (-2,0%), nonobstant la hausse de la

consommation publique (+5,5%). L'évolution de la consommation privée résulte de la perte des revenus des ménages en lien avec la morosité de l'activité économique et du marché du travail.

Cependant, les efforts déployés par les pouvoirs publics, en vue de limiter l'impact de la crise sanitaire et économique sur les ménages, ont permis d'atténuer la diminution de la consommation privée.

L'orientation défavorable de l'investissement total (-16,7%) est consécutive au repli de l'investissement privé (-16,2%) et de l'investissement public (-21,7%). En effet, la baisse de l'investissement privé provient essentiellement du secteur pétrolier (-19,6%). Le reflux de l'investissement public résulte du retard accusé dans la mise en exécution des projets de développement compte tenu du contexte économique difficile (Transgabonaise, barrages hydroélectriques, aménagement des voiries, etc.).

L'accroissement de la demande extérieure s'explique par la bonne tenue des exportations totales (+10,1%), notamment celles des mines (+31,9%), des produits de rente (+26,5%) ; malgré un recul de 6,0% des importations totales avec -12,3% pour les biens d'équipement et -11,7% pour les biens intermédiaires.

Tableau n°3 : évolution du PIB par la demande de 2018 à 2020

En milliards FCFA	PIB nominal ((au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2018	2019	2020	19/18	20/19	2018	2019	2020	19/18	20/19
PRODUIT INTERIEUR BRUT	9 368,9	9 886,9	8 816,2	5,5%	-10,8%	5 530,6	5 747,5	5 641,9	3,9%	-1,8%
DEMANDE INTERIEURE	6 411,9	6 976,8	6 617,5	8,8%	-5,1%	6 519,2	7 258,1	6 629,8	11,3%	-8,7%
DEMANDE EXTERIEURE	7 217,5	7 259,8	6 209,9	0,6%	-14,5%	5 710,9	6 894,2	6 913,1	20,7%	0,3%
CONSOMMATION TOTALE	4 607,6	4 811,7	4 863,4	4,4%	1,1%	3 436,7	3 512,3	3 508,4	2,2%	-0,1%
Ménages	3 617,7	3 724,8	3 702,4	3,0%	-0,6%	2 605,8	2 630,5	2 577,9	0,9%	-2,0%
Administrations	989,9	1 086,9	1 161,0	9,8%	6,8%	830,8	881,8	930,5	6,1%	5,5%
INVESTISSEMENT TOTAL	1 804,3	2 165,1	1 754,1	20,0%	-19,0%	3 082,5	3 745,7	3 121,4	21,5%	-16,7%
Privé	1 480,9	1 877,7	1 525,6	26,8%	-18,8%	2 741,4	3 456,1	2 894,6	26,1%	-16,2%
dont : Pétrole	387,9	559,8	379,1	44,3%	-32,3%	1 487,3	2 066,8	1 662,2	39,0%	-19,6%
Hors Pétrole	1 093,0	1 317,9	1 146,6	20,6%	-13,0%	1 254,1	1 389,3	1 232,3	10,8%	-11,3%
Administration	323,4	287,4	228,5	-11,1%	-20,5%	341,2	289,6	226,8	-15,1%	-21,7%
EXPORTATIONS TOTALES	5 087,2	5 084,9	4 204,2	0,0%	-17,3%	2 361,2	2 691,8	2 962,6	14,0%	10,1%
Pétrole	3 770,2	3 627,0	2 554,8	-3,8%	-29,6%	1 108,0	1 183,7	1 169,5	6,8%	-1,2%
Hors Pétrole	1 128,9	1 262,1	1 453,2	11,8%	15,1%	1 186,1	1 437,9	1 726,3	21,2%	20,1%
dont : Rentes et autres produits d'exportations	345,5	502,0	660,0	45,3%	31,5%	389,5	546,0	690,6	40,2%	26,5%
Mines	410,5	382,6	426,5	-6,8%	11,5%	408,0	477,3	629,8	17,0%	31,9%
Bois transformé	369,3	373,7	362,9	1,2%	-2,9%	385,0	411,0	402,3	6,7%	-2,1%
Produits manufacturiers	3,6	3,9	3,7	8,2%	-2,8%	3,6	3,6	3,6	1,0%	-1,4%
IMPORTATIONS TOTALES	2 130,3	2 174,8	2 005,6	2,1%	-7,8%	3 349,7	4 202,4	3 950,5	25,5%	-6,0%
dont Consommations	439,6	461,6	477,7	5,0%	3,5%	406,2	435,4	456,8	7,2%	4,9%
Equipements	396,9	553,9	479,7	39,6%	-13,4%	548,3	783,6	687,2	42,9%	-12,3%
Intermédiaires	545,1	586,1	524,3	7,5%	-10,5%	552,5	607,7	536,6	10,0%	-11,7%

Source : DGEPP

2. L'emploi, les salaires et les prix

a. L'emploi

Le secteur moderne a enregistré une baisse de 1,4% de ses effectifs comparativement à 2019. Cette diminution déjà perceptible l'année précédente est observée aussi bien dans le secteur public (-1,6%) que dans les sociétés (-1,2%). Les mesures Gouvernementales de lutte contre la crise sanitaire, notamment la fermeture de certaines activités économiques ainsi que la poursuite de la politique du gel des recrutements dans la fonction publique, sont les facteurs sous-tendant cette contraction.

Tableau n°4 : évolution des effectifs du secteur moderne en 2020

Désignation	2018	2019	2020	var 20/19
Sociétés	87 934	84 731	83 713	-1,2%
Secteur public	107 627	99 405	97 781	-1,6%
Total général	195 561	184 136	181 494	-1,4%

Source : DGEPPF

❖ L'emploi dans le secteur public

Les effectifs du secteur public ont reculé de 1,6% par rapport à la même période en 2019. Cette baisse est plus prononcée dans les effectifs de la main d'œuvre non permanente (-6,9%). La politique de non remplacement systématique explique cette tendance baissière.

La fonction publique a enregistré une contraction moins significative de ses effectifs (-0,7%) qui se sont chiffrés à 84 168 agents. Le repli des effectifs de la fonction publique reste consécutif à l'application des mesures gouvernementales de limitation des recrutements jusqu'en 2021. Cette politique appliquée depuis près de trois (03) ans a permis d'inverser la tendance à l'augmentation continue observée quelques années auparavant.

Tableau n°5 : évolution des effectifs

Désignation	2018	2019	2020	Var 20/19
Secteur public	100 401	99 405	97 781	-0,016
Fonction publique	85 610	84 783	84 168	-0,007
MONP	14 791	14 622	13 613	-0,069

Source : DGEPPF

❖ Les effectifs par département

La diminution des effectifs de la fonction publique concerne la quasi-totalité des administrations : Administration des transports (-4,2%), Administration économique (-4,1%), Administration sociale (-1,8%) et Administration de développement (-2,3%).

Par contre, l'augmentation des effectifs dans l'Administration Centrale (+2,4%) est liée à une meilleure répartition des agents et à des régularisations des situations administratives.

Tableau n°6 : évolution de l'emploi par département

Départements	2018	2019	2020	var 20/19
POUVOIR PUBLIC	23 818	22 431	22 202	-1,00%
ADM. CENTRALE	13 941	15 186	15 546	2,40%
ADM. ECONOMIQUE	7 257	7 047	6 757	-4,10%
ADM. DEVELOPPEMENT	3 747	3 506	3 425	-2,30%
ADM. DES TRANSPORTS	1 105	1 036	993	-4,20%
ADM. DE L'EDUCATION	24 455	24 678	24 551	-0,50%
ADM. SOCIALE	11 259	10 849	10 653	-1,80%
AUTRES	28	50	41	-18,00%
TOTAL	85 610	84 783	84 168	-0,70%

Source : DGBFIP

❖ L'évolution de l'emploi dans la MONP

Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente ont diminué de 6,9% pour s'établir à 13 613 agents. Ce retrait s'explique par la mise en œuvre de la politique de non remplacement systématique des départs à la retraite. Il s'agit d'une mesure d'ajustement sur les effectifs qui permet de mieux les contrôler et contribue à la maîtrise de la masse salariale.

❖ L'emploi dans les sociétés

Sur la base des données de l'échantillon des entreprises utilisée par la DGEPPF, les sociétés ont enregistré un reflux de 1,2% de leurs effectifs globaux comparativement à 2019. Cette diminution concerne aussi bien le parapublic (-1,6%) que les entreprises du privé (-1,2%). La morosité du contexte économique fortement impactée par les mesures de lutte contre la Covid-19, a entraîné plusieurs licenciements économiques et des mises en chômage technique. Aussi, plusieurs secteurs d'activités ont enregistré un repli drastique de leurs effectifs, l'industrie agroalimentaire (-8,6%), l'Agriculture (-6,2%), les transports et télécommunications (-5,6%) ou les services (-5,8%).

Par contre, les embauches effectuées dans certains secteurs d'activités ont permis d'atténuer cette baisse générale des effectifs. L'essentiel des créations d'emplois a eu lieu dans les branches Autres industries (+7,5%), Pétrole (+2,2%), Mines (+6,2%), Bois (+4,4%) et Eau-électricité-raffinage (+5,0%).

Tableau n°7 : évolution de l'emploi privé par secteur d'activités

Désignation	2018	2019	2020	var 20/19
Sociétés	87 934	84 731	83 713	-1,2%
Parapublic	3 971	4 201	4 132	-1,6%
Privé	83 963	80 530	79 581	-1,2%
Agriculture	12 681	11 907	11 167	-6,2%

Désignation	2018	2019	2020	var 20/19
Pétrole	3 852	3 935	4 022	2,2%
Mines	2 508	2 443	2 594	6,2%
Bois	13 845	13 182	13 759	4,4%
Industries Agro-alimentaires	5 354	4 937	4 510	-8,6%
Autres industries	4 861	4 754	5 112	7,5%
Eau, électricité et raffinage	4 759	4 781	5 020	5,0%
Bâtiment et travaux publics	4 623	4 301	4 197	-2,4%
Transports et Télécom	8 195	8 562	8 084	-5,6%
Services	9 647	8 545	8 049	-5,8%
Commerce	9 776	9 457	9 460	0,0%
Banques et Assurances	3 862	3 726	3 607	-3,2%

Source : *Echantillon DGEPF*

b. Les salaires

Au terme de l'année 2020, la masse salariale du secteur moderne a baissé de 1,7 % pour se situer à 1 970,8 milliards FCFA. Cette évolution résulte du recul observé sur les salaires aussi bien dans les sociétés (-2,2%) que dans le secteur public (-0,8%).

Tableau n°8 : évolution de la masse salariale du secteur public

Désignation	2018	2019	2020	Var 20/19
Sociétés	1283,6	1316,2	1287,6	-2,2%
Parapubliques	142,8	134,9	135,6	0,5%
Privées	1140,8	1181,3	1152	-2,5%
Secteur Public hors collectivités locales	701	688,9	683,2	-0,8%
Fonction publique	642,2	626,5	627,9	0,2%
MONP	44,0	45,3	35,3	-22,2%
Autres	14,8	17,1	20	17,0%
TOTAL	1 984,6	2 005,1	1 970,8	-1,7%

Sources : *DGBFIP, DGCPT, DGEPF*

❖ La masse salariale du secteur public

La masse salariale du secteur public (hors collectivités locales) s'est située à 683,2 milliards FCFA soit une diminution de 0,8% en 2020. Cette évolution est conforme à l'objectif de maîtrise des effectifs et de la masse salariale des agents de l'Etat. Le repli des salaires est imputable en grande partie à la diminution de la masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente (22,2%), malgré la hausse conjointe de celle des postes Autres et Solde permanente qui ont crû respectivement de 17,4 % et de 0,2%.

❖ La masse salariale par département

A fin 2020, les salaires de la fonction publique ont progressé de 0,2% comparativement à l'année précédente. Cette évolution a été portée essentiellement par l'administration centrale (+5,4%) et l'administration de l'éducation (+0,6%). Ce relèvement résulte du niveau des effectifs

et des régularisations des situations administratives, notamment l'entrée en solde des agents en présalaire qui prend désormais en compte les suppléments de traitements et autres éléments de rémunérations servis (aides au transport et au logement etc.).

Le reste des Administrations, restant soumises à la politique gouvernementale de maîtrise de la masse salariale, ont enregistré une baisse de cette variable.

Tableau n° 9 : évolution de la masse salariale par département

Départements	2018	2019	2020	var 20/19
POUVOIR PUBLIC	177,3	165,7	164	-1,00%
ADM. CENTRALE	100,6	106,2	111,9	5,40%
ADM. ECONOMIQUE	51,1	49	47,9	-2,20%
ADM. DEVELOPPEMENT	27,2	24,9	24,4	-2,00%
ADM. DES TRANSPORT	7,3	6,7	6,4	-4,30%
ADM. DE L'EDUCATION	197,6	196	197	0,60%
ADM. SOCIALE	80,8	77,3	75,7	-2,10%
AUTRES	0,3	0,8	0,6	-17,30%
TOTAL	642,2	626,5	627,9	0,20%

Sources : DGBFIP, DGCPT, DGEPE

❖ La Main d'Œuvre Non Permanente (MONP)

La masse salariale de la MONP a décliné de 22,2% pour atteindre 35,3 milliards FCFA à fin décembre 2020. Ce résultat se rapporte à la baisse des effectifs (-6,9%) et aux effets du dispositif de centralisation des fichiers, notamment ceux des provinces.

❖ La masse salariale des sociétés

Dans un contexte économique marqué par la crise sanitaire, la masse salariale des sociétés de notre échantillon a reculé de 2,2% à 1 287,6 milliards FCFA en une année. En effet, la quasi-totalité des branches dont les Industries Agro-alimentaires (-15,7%), les Services (-10,2%), les Autres Industries (-6,9%), l'Agriculture (-6,3%), le Transport et Télécom (-6,1%), les Banques & Assurances (-5,3%), le bois (-4%) et les Mines (-0,6%), a été impactée par le recul de l'emploi en liaison avec la baisse de l'activité économique.

Cependant, la masse salariale de certaines branches s'est accrue, suite à l'octroi de primes de performance et aux recrutements issus de la création de nouveaux postes visant à s'adapter aux exigences de la crise sanitaire.

Les branches concernées par cette augmentation sont les suivantes : Bâtiments et travaux publics (+22,4%), Eau, électricité et raffinage (+7,5%), Pétrole (+4,1%), Commerce (+0,3%) et Parapubliques (+0,5%).

Tableau n°10 : évolution de la masse salariale des sociétés privées

Désignation	2018	2019	2020	var 20/19
Sociétés	1 283,60	1 316,20	1 286,10	-2,3%
Parapubliques	142,8	134,9	135,6	0,5%
Privé	1 140,80	1 181,30	1 150,50	-2,6%
Agriculture	89,5	75,6	71	-6,3%
Pétrole	152,3	159,6	166	4,1%
Mines	115,8	119	118	-0,6%
Bois	47,6	50,8	49	-4,0%
Industries Agro-alimentaires	58,5	54,9	46	-15,7%
Autres industries	17,2	16,8	16	-6,9%
Eau, électricité et raffinage	89	97,6	105	7,5%
Bâtiment et travaux publics	47,4	42,1	52	22,4%
Transports et Télécom	180,3	210,5	198	-6,1%
Services	191,3	193,6	174	-10,2%
Commerce	77,4	77,4	78	0,3%
Banques et Assurances	74,5	83,4	79	-5,3%

Source : Echantillon **DGEPP**

c. Les prix

Dans l'ensemble, les prix ont baissé en 2020 comparativement à 2019. Le taux d'inflation mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages a baissé depuis le premier trimestre 2020. En effet, le taux d'inflation moyen annuel s'est établi à 1,3% en 2020 contre 2,0% sur la même période. En glissement annuel, la variation du niveau général des prix à la consommation s'est chiffrée à 1,6% contre 1,0% en décembre 2019.

En effet, la politique de lutte contre la vie chère, initiée par le Gouvernement depuis 2018 et traduite par l'adoption d'une nouvelle mercuriale et l'intensification des contrôles, a atteint ses objectifs jusqu'en 2020, en dépit de la survenue de la pandémie à la Covid-19. Cette diminution est perceptible dans la majorité des postes comparativement à 2019.

On a ainsi : « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+1,7% contre +1,9%), « Boissons alcoolisées et tabacs » (-0,1% contre +1,4%), « Articles d'habillement et chaussures » (-1,4% contre +2,8%), « Logement, eau, gaz et électricité et autres combustibles » (-0,8% contre +2,6%), « Santé » (-0,6% contre -0,9%), « Enseignement » (+2,7% contre +17,6%), « Communication » (+2,1% contre +3,5%), « Loisirs et culture » (+0,4% contre +0,8%) et « Biens et services » (0% contre +0,2%).

L'évolution des prix dans les postes « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » et « santé » résulte de la mesure de prise en charge du ticket modérateur des Gabonais Economiquement Faibles mise en place par le Gouvernement. En revanche, le transport a enregistré une hausse des prix (+7,0% contre +2,2%).

Le renchérissement des transports est lié aux restrictions sanitaires, notamment la limitation du nombre de places dans les transports en commun.

Aussi, les mesures stratégiques prises par le Gouvernement pour endiguer la propagation de la Covid-19, telle que la fermeture des frontières, ont-elles engendré un dysfonctionnement dans la chaîne d'approvisionnement et un relèvement des prix des fonctions suivantes : « poissons et autres produits séchés ou fumés » (+9,2%), « légumes frais en fruits ou racines » (+4,2%), « légumes frais en feuilles » (+4,8%) et « tubercules » (+6,4%).

L'analyse sectorielle laisse apparaître une évolution positive des prix dans les secteurs primaire (+2,6%) et tertiaire (+1,6%) avec une relative stabilité des prix dans le secondaire. En termes de durabilité, les prix des biens de consommation durables et semi-durables ont diminué respectivement de 0,4% et 1,2%, alors que les prix des biens de consommation non durables et des services ont renchéri respectivement de 1,4% et 1,6%. Enfin, par origine, les prix des produits locaux se sont accrus de 1,8% et les produits importés de 0,8%.

En définitive, le taux d'inflation s'est établi à 1,3% en 2020 et se situe en deçà de la norme communautaire (+3,0%).

Tableau n°11 : évolution de l'IHPC des Ménages

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestriel (en %)				Janvier - Décembre				Glissement mensuel (en %)
		2020				Indice moyen		Variation (%)		
		T1	T2	T3	T4	2019	2020	2019	2020	
INDICE NATIONAL (base 100 = 2018)	10 000	0,9	0,9	1,7	1,8	100,8	102,1	2,0	1,3	1,6
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	4 029	1,6	1,9	2,5	1,3	100,9	102,8	1,9	1,8	0,9
Céréales non transformées	484	-1,1	-0,1	1,1	0,0	101,1	101,0		0,0	0,3
Pains	144	9,6	8,3	3,5	-5,1	98,8	102,7		3,9	-6,2
Bœufs	129	3,2	3,1	2,0	2,1	97,5	100,1		2,6	2,0
Volaille	326	4,7	1,5	0,5	-2,7	102,6	103,7		1,0	-3,9
Poissons frais	254	-4,6	-0,8	-2,7	-0,2	101,3	99,1		-2,1	-1,6
Poissons et autres produits séchés ou fumés	106	4,5	6,1	11,8	6,7	100,3	107,6		7,3	5,6
Huiles raffinées	420	-0,1	-1,2	1,7	2,9	99,3	100,1		0,8	3,0
Légumes frais en fruit ou racine	195	6,6	5,9	-2,0	-2,2	104,0	106,2		2,1	-3,3
Légumes frais en feuilles	96	4,9	9,0	5,7	-2,1	99,6	103,7		4,2	-2,2
Tubercules. Plantain	205	8,0	6,5	0,1	-7,5	105,0	106,8		1,6	-8,9
Boissons alcoolisées et tabac	170	-0,3	-0,6	-0,4	0,0	100,9	100,6	1,4	-0,3	-0,1
Articles d'habillement et chaussures	525	0,2	-2,3	-2,2	3,0	101,5	101,2	2,8	-0,3	2,7
Logement. eau. gaz. électricité et autres combustibles	1 543	-0,8	-2,6	-0,2	0,1	101,3	100,4	2,6	-0,9	0,0
Alimentation en eau	88	-7,9	-2,8	1,4	3,0	102,7	101,0		-1,7	2,8

Regroupements	Pond	Taux d'inflation trimestriel (en %)				Janvier - Décembre				Glissement mensuel (en %)
		2020				Indice moyen		Variation (%)		
		T1	T2	T3	T4	2019	2020	2019	2020	
Électricité	308	-4,2	-1,3	2,1	1,7	101,2	100,7		-0,5	2,0
Gaz	67	-0,9	-3,7	1,0	5,9	100,3	100,9		0,6	7,0
Meubles. articles de ménage et entretien courant de la maison	380	0,7	-0,8	-1,5	0,3	99,8	99,4	-0,1	-0,4	0,3
Santé	231	0,0	-0,3	11,1	14,0	100,1	106,3	-0,9	6,2	14,0
Transports	813	2,2	7,1	4,1	1,1	100,0	103,6	2,2	3,6	0,5
Carburants et lubrifiants	248	7,5	-4,6	0,6	4,2	99,5	101,5		1,9	2,3
Communications	555	2,2	1,1	2,7	7,9	100,0	103,5	3,5	3,5	8,2
Loisirs et culture	459	0,1	0,2	0,2	0,1	99,8	99,9	0,8	0,1	-0,1
Enseignement	324	2,9	2,9	1,6	-0,7	100,7	102,4	17,6	1,7	0,1
Restaurants et hôtels	588	0,5	0,2	-1,7	-3,3	100,1	99,0	-2,2	-1,1	-3,3
Biens et services divers	383	-0,2	-0,5	-0,2	-0,9	99,8	99,4	0,2	-0,5	-0,3

Sources : DGS, DGEPP

1. La situation monétaire

La situation monétaire à fin décembre 2020 est marquée par une détérioration des avoirs extérieurs nets (+39%), une hausse de la masse monétaire (+5,7%) et une consolidation du crédit intérieur net (+17,1%).

2. La masse monétaire (M2)

La masse monétaire s'établit à 2 467,7 milliards FCFA à fin décembre 2020, en hausse de 5,7%, en relation avec la consolidation du crédit intérieur net (+17,1%). Cette évolution s'explique par le renforcement de 4% du stock des dépôts et de la circulation fiduciaire (+14,6%).

L'augmentation des dépôts est tirée, entre autres, par la quasi-monnaie qui se relève de 9,7% à 713,9 milliards FCFA sur la même période. L'incertitude née de la crise sanitaire a créé une frilosité chez les agents économiques qui ont opté pour la reconstitution de leur épargne de moyen terme.

a) Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires (emprunts extérieurs à moyen et long terme, fonds propres du système bancaire, allocations de DTS et autres postes nets) se sont accrues de 15,6% à 265 milliards FCFA au 31 décembre 2020.

b) Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires augmentent de 6,6% à 2 732,7 milliards FCFA, influencées par l'accroissement du crédit intérieur (+17,1%).

c) Les avoirs extérieurs nets

Les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) du système bancaire sont passés de 479,8 milliards FCFA en 2019 à 292,6 milliards FCFA en décembre 2020, soit une dégradation de 39%. Cette évolution est corrélée à la détérioration simultanée des avoirs extérieurs nets de la BEAC (-40,1%) et des banques primaires (-34,6%) qui se sont établis respectivement à 230,7 milliards FCFA et 61,9 milliards FCFA.

d) Le crédit intérieur

Il s'affermi de 17,1% à 2 440,1 milliards FCFA à fin décembre 2020 à la faveur de la hausse des créances nettes sur l'Etat (39,1%) alors que les crédits à l'économie restent relativement stables (0,8%).

e) Les créances nettes sur l'Etat

La situation nette débitrice de l'Etat se situerait à 1 234,9 milliards FCFA en décembre 2020 contre 887,9 milliards FCFA un an plus tôt. Aussi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) se serait-elle dégradée, à 1 263,5 milliards FCFA contre 952 milliards FCFA en 2019.

3. Les créances sur l'économie

La timide reprise des travaux de voirie au cours des trois derniers mois a eu un léger impact sur les crédits à l'économie (+0,8%) à 1 205,2 milliards FCFA. Cette évolution serait corrélée aux concours octroyés au secteur privé non financier, représentant environ 90% du total des crédits à l'économie.

4. La politique monétaire

En glissement annuel, la politique monétaire de la BEAC a reposé sur le maintien du Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO), des autres taux directeurs et des coefficients applicables sur les dépôts à vue (DAV) et les dépôts à terme (DAT).

a) La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 21 décembre 2020 a décidé de maintenir inchangés le TIAO et les autres principaux taux d'intervention :

- taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 3,25% ;
- facilités marginales de prêts : 5% ;
- facilité de dépôts : 0%.

b) La politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) et les Dépôts à Vue (DAV) ont été maintenus ainsi qu'il suit :

- coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV) : 7% ;
- coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT) : 4,5%.

B. La Politique du Gouvernement

En dépit des difficultés liées à la pandémie à coronavirus, la volonté du Gouvernement en 2020 a été de concilier une politique budgétaire et fiscale poursuivant la correction des équilibres macroéconomiques avec des mesures sociales permettant de répondre aux besoins urgents et aux aspirations légitimes des populations. Cela s'est traduit notamment par la poursuite de la mise en œuvre d'une politique budgétaire portée sur l'optimisation des recettes et la maîtrise des dépenses, d'une part, et une politique sectorielle orientée vers le social, le secteur productif et le développement des infrastructures, d'autre part.

1. Une politique budgétaire portée sur l'optimisation des recettes et la maîtrise des dépenses

Dans sa détermination à atteindre les objectifs fixés dans le PRE, le Gouvernement a poursuivi ses efforts d'optimisation des recettes et de maîtrise des dépenses publiques.

a. L'optimisation des recettes

En 2020, les recettes du budget de l'Etat ont atteint 1 785,4 milliards FCFA contre 2 012,8 milliards FCFA en 2019, soit un rendement de 89% par rapport à l'exercice précédent, lequel affiche un taux d'exécution de 95%.

Ce résultat est tributaire des aléas occasionnés par la pandémie de la Covid-19. De ce fait, le Gouvernement a pris un ensemble de mesures fiscales visant à soutenir et accompagner les entreprises. Celles-ci ont porté sur :

- la baisse des patentes et de l'impôt synthétique libérateur (ISL), applicable pour l'exercice 2020 uniquement aux entreprises n'ayant pas encore payé l'ISL et la patente de l'exercice considéré ;
- la remise d'impôts aux entreprises citoyennes (IS et IRPP), applicable pour les dettes fiscales portant sur les exercices antérieurs à 2020 et à celles de l'exercice 2020, mais également pour les échéances fiscales futures. Elle porte sur tous les impôts et taxes, à l'exclusion de ceux pour lesquels l'entreprise n'est que collectrice pour le compte de l'Etat ;
- la défiscalisation de toutes les primes octroyées aux employés qui ont exercé leur activité professionnelle durant la période de confinement, concerne toutes les entreprises mais ne porte que sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) ;
- le report d'échéance de toutes les taxes fiscales prélevées par l'Etat afin de permettre aux entreprises de surmonter la crise.

En matière de fiscalité intérieure, le Gouvernement a procédé à :

- l'amélioration du rendement de la TVA et la résolution des difficultés liées à la gestion de ses contribuables à travers le relèvement du seuil d'assujettissement à la TVA de 60 à 150 millions FCFA du chiffre d'affaires pour les entreprises, qu'elles soient ou non immatriculées ;
- la taxation des cessions de droits sociaux à l'étranger à 3% ;

- l'effectivité de la Taxe sur les Transferts de Fonds, due sur toutes les opérations de transfert à l'étranger, quel que soit le mode utilisé (remise d'espèces ou virement bancaire), sous réserve des exclusions expressément définies par la loi.

Par ailleurs, en matière de lutte contre le secteur informel et la fraude fiscale, le Gouvernement a poursuivi les mesures visant à inciter les contribuables qui évoluent dans ledit secteur à exercer leurs activités économiques et commerciales dans le respect des lois et règlements en vigueur. Ces mesures, dont le but est de permettre la migration des contribuables en cause vers le secteur formel, ont eu pour conséquence l'élargissement de l'assiette imposable et se sont traduites par un accroissement des recettes fiscales. En effet, la procédure spéciale d'aide à la régularisation fiscale a été maintenue en 2020.

b. Les mesures de maîtrise et d'efficacité de la dépense

Prévues à 1 900,5 milliards FCFA en loi de finances rectificative, les dépenses du budget de l'Etat ont été ordonnancées à hauteur de 1 882,9 milliards FCFA. Ce niveau est en nette augmentation par rapport à celui enregistré à fin 2019.

En matière d'exécution des dépenses, le Gouvernement a poursuivi les mesures de réduction du train de vie de l'Etat, de restructuration de la dette et de maîtrise des dépenses de personnel et de transferts.

❖ Allègement du train de vie de l'Etat

Pour maintenir la dépense publique dans des proportions soutenables et garantir son efficacité, le Gouvernement a mené des actions visant principalement la réduction du train de vie de l'Etat. Ces mesures ont porté notamment sur :

- le maintien du plafonnement à l'acquisition des montants des véhicules administratifs à 30 millions FCFA ;
- le maintien de la mesure de limitation des voyages en classe affaires aux seuls membres du Gouvernement en vue de réguler et contenir le rythme de progression des frais de déplacement ;
- la suppression de certains établissements publics, notamment l'Agence Nationale de Promotion Artistique et Culturelle (ANPAC), l'Agence Nationale de Gestion et d'Exploitation des Infrastructures Sportives de l'Etat (ANAGEISE), l'Agence Gabonaise de Sureté et de Sécurité Nucléaires, le Centre Gabonais de Promotion Touristique (GABONTOUR), le Centre National Anti-Pollution (CNA), le Fonds Forestier National (FFN), le Fonds National pour le Développement du Sport, l'Autorité de Régulation des Produits Agricoles du Gabon, l'Agence Nationale des Pêches et de l'Aquaculture, le Bureau de Coordination du Plan Stratégique Gabon Emergent (BCPSGE), le Comité de Privatisation, Commission Nationale d'Organisation et de Gestion des Evènements et Manifestations à Caractère National et International (CNOGEMCNI) et le Fonds de Garantie pour le Logement.

❖ La stratégie d'endettement public en 2020

En 2019, la stratégie d'endettement public a été marquée par d'importants financements intérieurs et extérieurs qui visaient à soutenir l'investissement et le refinancement de la dette publique en raison du déficit budgétaire. L'objectif visé était de relancer la croissance économique et favoriser les ratios d'endettements à moyen terme. La stratégie d'endettement en 2020 répond au même objectif.

En effet, consécutivement à la pandémie de la Covid-19 et la chute du prix du pétrole, la forte baisse de la production nationale et des recettes budgétaires nécessitent des besoins de financement importants pour maintenir un niveau minimum d'activités économiques et pour tenir les engagements incompressibles de l'Etat.

Dans ce cadre, les capacités d'emprunt du Gouvernement sont à nouveau sollicitées pour soutenir les ressources de l'Etat au cours de cette année.

❖ Maîtrise des dépenses de personnel et de transferts

En vue de contenir la dépense de personnel, et conformément aux recommandations des partenaires techniques et financiers, le Gouvernement a poursuivi ses efforts de maîtrise de la masse salariale. A cet effet, l'accent a été mis sur :

- le nettoyage du fichier des agents de l'Etat à la suite du recensement biométrique ;
- l'amélioration des contrôles en matière de recrutement afin de gérer plus efficacement la masse salariale ;
- le gel des recrutements et des stages professionnels ;
- l'élaboration d'un système d'information et de gestion des ressources humaines capable de mettre en évidence la composition du salaire, les zones d'emploi, le type d'emploi, le type de travailleur ;
- la suspension et la radiation des agents non recensés ;
- la révision et l'harmonisation du statut des personnels des Etablissements Publics de l'Etat ;
- l'assainissement continu du fichier solde ;
- le renforcement de la lutte contre le cumul des rémunérations ;
- la rationalisation des recrutements dans les cabinets ministériels des agents n'ayant pas le statut de fonctionnaire.

A cet effet, les travaux sur la révision du dispositif juridique notamment, la loi n°01/2005 du 4 février 2005 portant statut général de la Fonction Publique et la loi n°012/96 du 28 février 2000 portant statut particulier des fonctionnaires du secteur Diplomatie, se sont poursuivis en 2020. Ce dispositif est complété par des travaux de mise en place de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences (GPEC) ainsi que par l'audit des effectifs des agents de l'Etat.

S'agissant des dépenses de transferts, l'accent a été mis sur la redéfinition des missions et du périmètre d'action des établissements publics ainsi que leur rationalisation.

De plus, pour un meilleur suivi de la gestion de ces établissements publics et un meilleur encadrement de leur tutelle, il a été créé en 2020 deux services chargés de la surveillance financière¹. Un accent est mis sur la justification des subventions allouées aux établissements publics.

2. Une politique sectorielle orientée vers le social, le secteur productif et les infrastructures

En matière de politique sectorielle, le Gouvernement a mis un accent sur les secteurs santé et protection sociale, éducation, formation et emploi, tout en renforçant le secteur productif et les infrastructures.

a. Santé et protection sociale

Soucieux de répondre au mieux à l'ensemble des préoccupations des populations, le Gouvernement a consenti ses efforts sur :

- la réorganisation du système de santé pour faire face à la pandémie et assurer la continuité de la prise en charge des pathologies courantes ;
- la mise en place d'un laboratoire avec une capacité de 10 000 tests Covid par jour, baptisé Laboratoire GAHOUMA ;
- la création d'un hôpital de campagne spécialisé dans la prise en charge des patients Covid ;
- la mise à disposition des équipements de protection pour le personnel de santé ;
- le renforcement des unités de soins intensifs dans les hôpitaux par la dotation en appareils respiratoires, ambulances, équipes d'imagerie ;
- la création de centres de tests sur l'ensemble du territoire national.

De même, l'effort du Gouvernement s'est poursuivi avec l'exécution des mesures d'urgence d'approvisionnement en médicament dans les structures sanitaires dont, les antirétroviraux, les anticancéreux, les antituberculeux, ainsi que la création au Centre Hospitalier Universitaire de Libreville (CHUL) d'un pôle médical spécialisé dans les pathologies cardio-vasculaires.

Enfin, les efforts ont davantage été consentis sur la formation du personnel médical et le renforcement du système de surveillance épidémiologique afin de disposer des plans de riposte efficaces contre les éventuelles épidémies.

Concernant le volet social, le Gouvernement a maintenu la mise en œuvre de sa politique, conformément aux orientations de la Stratégie d'Investissement Humain du Gabon (SIHG).

Par ailleurs, le Gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre d'une feuille de route, dont l'objectif est d'assainir le fichier de la CNAMGS et de valider l'outil de ciblage des Gabonais Économiquement Faibles (GEF) par l'organisation d'une enquête nationale.

Aussi, faisant suite aux décisions prises dans le cadre de la riposte à la propagation de la pandémie de la Covid-19, le Gouvernement a-t-il pris un ensemble de mesures d'aide

¹ Le décret n°000211/PR/MEF du 02 juillet 2020 portant réorganisation de la Direction Générale du Budget et des Finances Publiques reprend les attributions des services.

exceptionnelle, financées essentiellement par un fonds créé et dédié à cet effet. Ces mesures concernent principalement la prise en charge des factures d'eau et d'électricité pour les personnes les plus fragiles et économiquement faibles, la création d'une banque alimentaire pour aider les personnes en situation de détresse et d'urgence, la prise en charge par l'Etat des pertes des petits propriétaires liées à la suspension du paiement des loyers et la gratuité des transports urbains.

b. Education, formation et emploi

S'agissant de l'Education, la politique du Gouvernement a été portée sur la révision des modes d'orientation des élèves et étudiants, en fonction de leurs aptitudes à faire ou pas des études de longue durée. Cette politique vise à orienter, selon des critères définis, l'apprenant vers le cycle général, technique ou professionnel, tout en améliorant l'image que l'on a de la formation professionnelle.

Pour ce faire, le Gouvernement a poursuivi son programme de mise en place d'un nouveau système éducatif basé notamment sur :

- l'actualisation des programmes et filières qui devront satisfaire la triple exigence d'employabilité, de compétitivité et d'excellence ;
- l'augmentation et la réhabilitation des établissements scolaires et des internats ;
- la refonte des curricula dans toutes les filières pour s'arrimer aux besoins des secteurs porteurs de l'économie.

Par ailleurs, la fermeture des établissements scolaires, décidée par le Gouvernement pour faire face à la propagation de la Covid-19, a mis en exergue le besoin urgent de reformer notre système éducation par l'intégration de différentes solutions d'enseignement à distance.

Pour ce qui est des bourses, le Gouvernement poursuit le chantier sur les nouvelles conditions d'attribution basées désormais sur le mérite, le statut social des parents de l'apprenant, l'âge et l'orientation scolaire.

Concernant la formation professionnelle, le Gouvernement cible les jeunes sans diplômes, ayant le niveau minimum 5ème année primaire par la poursuite de la mise en œuvre du projet « appui à l'employabilité des jeunes ».

De même, la construction et l'équipement de trois (3) centres de formation professionnelle dans différents domaines industriels à Nkok, à M'vengué et à Port-Gentil, concoure de la volonté du Gouvernement de matérialiser l'adéquation formation-emploi.

c. La base productive et les infrastructures

L'année 2020 a été marquée par la poursuite des actions de diversification de la base productive, la mise en œuvre du plan directeur national des infrastructures démarré depuis 2011 ainsi que les projets d'électrification et d'adduction en eau potable dans les zones rurales.

En ce qui concerne la diversification de la base productive, l'accent a été mis sur les secteurs à forte utilisation de main-d'œuvre tels que l'agriculture, le bois et les hydrocarbures. Dans le domaine agricole, les actions du Gouvernement ont porté sur :

- le développement des zones agricoles ;
- la régularisation du foncier agricole sur le plan national ;
- la distribution des agréments techniques aux exploitants agricoles, leur donnant droit aux facilités liées ;
- la mise à disposition de foncier agricole dans le cadre du Plan National d'Affectation des Terres ;
- la création de nouveaux centres de distribution pour la commercialisation des produits vivriers locaux ;
- l'accélération du programme GRAINE et campagnes de sensibilisation pour augmenter le nombre de volontaires au programme et leur implication active pour des rendements optimaux ;
- la distribution des semences et intrants, et l'accompagnement technique pour la relance des cultures.

Les principales mesures envisagées dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture tournent autour de l'amélioration du système de régulation de la pêche artisanale et le renforcement des infrastructures de débarquement en collaboration avec l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN).

Dans le but de renforcer la politique de préservation de la nature, le Gouvernement a procédé au renforcement de la compétitivité de la filière bois par l'adoption d'un nouveau cadre réglementaire. Les actions menées dans ce secteur portent principalement sur :

- la poursuite du contrôle de la productivité des concessions forestières et la non réattribution des permis aux opérateurs moins performants ;
- la poursuite de la promotion de l'investissement productif en 2^{ème} et 3^{ème} transformation du Bois à Nkok pour une meilleure valorisation des produits ;
- la promotion de l'investissement pour la mise en valeur des produits dérivés du bois (papier, etc.).

Afin d'améliorer la compétitivité de la filière hydrocarbures, le Gouvernement s'est attelé à :

- renforcer la gouvernance par la tenue régulière des conseils d'administration et la systématisation de la signature des Contrats d'Objectifs et de Performance (COP) ;
- promouvoir l'investissement et adopter la stratégie nationale d'exploitation du gaz.

Au sujet de l'électrification, l'année 2020 reste marquée par la poursuite des partenariats publics privés.

A cet effet, le FGIS, MERIDIAM et la SEEG poursuivent les discussions avec la République Gabonaise autour du protocole d'accord pour définir les modalités de collaboration en vue de la réalisation des études de faisabilité techniques, environnementales et économiques ainsi que, la structuration du plan de financement du projet de la centrale hydroélectrique de Kingulé Aval.

Dans le même temps, le consortium FGIS/Eranove a signé deux conventions de concession avec la République Gabonaise pour la conception, le financement, la construction et l'exploitation des centrales hydroélectriques de Ngoulmendjim et de Dibwangui.

Pour ce qui est de l'adduction en eau potable, la crise sanitaire actuelle a davantage révélé les problèmes d'adduction en eau, principalement dans les grandes agglomérations. A cet effet, dans le cadre de l'augmentation de l'offre en matière énergétique et d'adduction en eau, le Gouvernement s'engage à poursuivre le programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de Libreville. Cette ambition devrait également atteindre les milieux ruraux qui verraient la poursuite de la mise en œuvre du projet d'équipement d'accès à l'eau et à l'énergie.

En matière d'infrastructures routières, ferroviaires et aéroportuaires, les travaux amorcés se sont poursuivis. Il s'agit notamment de :

- l'aménagement des bassins versants ;
- la réhabilitation et la construction des axes routiers PK12 – PK105, Forasol – Mbega et Port-Gentil – Omboué ;
- la réhabilitation et l'aménagement des voiries de Libreville et ses environs ;
- la réhabilitation du réseau ferroviaire.

PARTIE II : PRESENTATION GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE 2020

L'évolution des dépenses et des recettes du budget de l'Etat entre 2017 et 2020 est tributaire de plusieurs facteurs notamment la baisse de la production pétrolière, l'adoption et la mise en œuvre du programme de relance de l'économie (PRE) soutenu par le FMI depuis le mois de juin 2017, mais aussi et surtout des conséquences liées à la pandémie de la Covid-19.

Côté recettes, sur une prévision en loi de finances rectificative (LFR) de **1 564,9 milliards FCFA**, le taux d'exécution a culminé à 114%, soit un montant total de **1 785,4 milliards FCFA**. A périmètre constant, les recettes enregistrent une baisse de **227,4 milliards FCFA** par rapport aux réalisations de 2019.

En ce qui concerne les dépenses, elles ont été globalement ordonnancées à hauteur de **1 882,9 milliards FCFA** contre une prévision de **1 900,5 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution base ordonnances de 99% contre 81% l'année précédente. La situation comparée de ces deux exercices fait apparaître une hausse des dépenses de **255 milliards FCFA** correspondant à 16%².

Cependant, en retirant de cette analyse les charges financières de la dette et les dépenses de personnels, le taux d'exécution base ordonnancement des autres catégories de dépenses (fonctionnement, investissement et autres dépenses) s'établit à 100%.

L'exécution du budget de l'Etat, par grandes catégories de dépenses, est retracée dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°12 : exécution du budget de l'Etat par titre

Libellés titres	LFR 2020	Ordonnances à fin décembre	Taux d'exécution
Titre 1 : charges financières de la dette	276 482 783 294	280 127 191 588	101,3%
Titre 2:dépenses de personnel	683 000 000 000	659 366 884 809	96,5%
Titre 3:dépenses de biens et services	269 143 201 978	381 119 775 953	141,6%
Titre 4:dépenses de transfert	238 677 734 786	231 809 941 125	97,1%
Titre 5:dépenses d'investissement	409 301 984 685	308 317 941 426	75,3%
Titre 6:autres dépenses	24 169 993 391	22 147 928 008	91,6%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	1 900 775 698 135	1 882 889 662 909	99,1%

Source : **DGBFiP**

La situation de l'exécution budgétaire pour l'exercice 2020, est à examiner aussi bien sous l'angle des grandes catégories des dépenses (par titre) que par mission.

² Cette hausse s'explique essentiellement par la révision du mode de comptabilisation des ordonnances. En effet, le niveau des ordonnances prises en compte intègre l'ensemble des comptes d'affectation spéciale (CAS) et attributions de produits (ADP).

CHAPITRE I : EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT EN RECETTES ET EN DEPENSES**A. Les recettes du budget de l'Etat**

Pour un objectif prévisionnel en LFR de **1 564,9 milliards FCFA**, le montant total des recettes encaissées a atteint **1 785,4 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 114% au 31 décembre 2020. Comparées à 2019 (**2 012,8 milliards FCFA**), ces recettes sont en diminution de près de **227,4 milliards FCFA** représentant 11%. Le détail des données y relatives est retracé à l'annexe 3 du présent document.

Tableau 13 : situation des encaissements des recettes

Libellés	LFR 2020	Réalisations au 31 décembre	Taux de réalisation
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 158 568	1 213 748	105%
<i>Impôts</i>	575 932	529 637	92%
<i>Taxes</i>	582 636	684 111	117%
B. TITRE 2: DONS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	25 071	5 246	21%
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	41 371	96 057	232%
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	339 982	470 396	138%
<i>Revenus de la propriété</i>	290 643	400 414	138%
<i>Recettes diverses</i>	34 339	69 848	203%
<i>Vente de biens et services</i>	15 000	133	1%
RECETTES A REPARTIR	-	-	
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	1 564 992	1 785 447	114%

Source : **DGCPT**

Prévu à **1 158,6 milliards FCFA** dans la LFR 2020, le montant des recettes fiscales encaissées à la fin du quatrième trimestre 2020 s'élève à **1 213,7 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 105%, tiré essentiellement par l'encaissement des recettes exceptionnelles de l'impôt sur les sociétés pétrolières et retenues à la source, la taxe de formation professionnelle, les droits et taxes de douanes, l'impôt forfaitaire sur le revenu ainsi que les acomptes versés par les salariés. Toutefois, en dépit des tensions de trésorerie des entreprises causées par la pandémie de la Covid-19, des difficultés à capter les revenus issus du secteur informel et des incertitudes affectant le marché du travail, les recettes fiscales demeurent supérieures à l'objectif annuel.

La TVA brute s'établit à **339,2 milliards FCFA** sur un objectif de **280,9 milliards FCFA** dans la LFR. Les remboursements courants effectifs se situent à **30,5 milliards FCFA**. Ce dépassement s'explique par les reports sur exercices antérieurs des comptes spéciaux du Trésor.

Le recouvrement au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (I.S) du secteur hors-pétrole a été de **157,5 milliards FCFA** contre **230,5 milliards FCFA** dans la LFR, soit un taux de 68%.

Au quatrième trimestre 2020, l'IS hors pétrole enregistre une baisse de près de **115,5 milliards FCFA** par rapport à décembre 2019 (**273 milliards FCFA**).

Sur un objectif de **263,1 milliards FCFA** prescrit dans la LFR 2020, les recettes douanières ont été recouvrées à hauteur de 119% pour s'établir à **313,7 milliards FCFA**. Ce niveau enregistre une hausse de **28,2 milliards FCFA** par rapport à 2019.

Les recettes non fiscales, quant à elles, baissent de **237,9 milliards FCFA** par rapport à décembre 2019. Cette régression est soutenue en partie par la contreperformance de **324,2 milliards FCFA** des revenus du domaine minier et pétrolier par rapport à l'année précédente.

B. Exécution des dépenses du budget de l'Etat

Ordonnancées à hauteur de **1 882,9 milliards FCFA**, les dépenses du budget de l'Etat se composent en dépenses du budget général pour **1 763,4 milliards FCFA** et celles des comptes d'affectation spéciale (CAS) pour **119,5 milliards FCFA**.

1. Exécution des dépenses du budget général

a. Exécution des charges financières de la dette

Les ordonnances intervenues sur ce poste s'élèvent globalement à **280,1 milliards FCFA** contre une prévision de **276,5 milliards FCFA**. Elles sont composées de **161,3 milliards FCFA** de charges d'intérêts sur la dette extérieure et de **118,8 milliards FCFA** sur la dette intérieure. Ce niveau est supérieur à celui exécuté à fin décembre 2019 qui avait atteint **215,9 milliards FCFA**.

S'agissant des intérêts sur la dette extérieure, les ordonnances sur ce poste se répartissent ainsi qu'il suit :

- **25,9 milliards FCFA** sur la dette bilatérale ;
- **10,8 milliards FCFA** sur la dette multilatérale ;
- **76,2 milliards FCFA** sur la dette envers les marchés financiers ;
- **1,9 milliard FCFA** sur la dette envers les banques commerciales ;
- **45,8 milliards FCFA** des commissions et frais dette guichet DGD ;
- **612 millions FCFA** en pertes de change.

Comparativement à la réalisation de l'année 2019 (**140,8 milliards FCFA**), les intérêts sur dette extérieure ordonnancés, au titre du service 2020, enregistrent une hausse de **20,5 milliards FCFA**.

Les charges financières sur la dette intérieure s'élèvent à **118,8 milliards FCFA** (dont **49,2 milliards FCFA** d'intérêts sur la dette Trésor), contre une prévision budgétaire de **90,2 milliards FCFA**. La dette intérieure se répartit ainsi qu'il suit :

▪ **Intérieure-DGD**

Les intérêts des emprunts intérieurs gérés par la Direction Générale de la Dette s'élèvent à **69,6 milliards FCFA** contre une prévision de **73,7 milliards FCFA**. Ils se répartissent ainsi qu'il suit :

- **4,3 milliards FCFA** sur intérêts bancaires/moratoires ;
- **30,2 milliards FCFA** sur intérêts marchés financiers ;
- **35,1 milliards FCFA** sur intérêts banques commerciales ;

▪ **Intérieure-Trésor**

Les ordonnances au titre des charges financières générées par les services du Trésor s'établissent à **49,2 milliards FCFA**. Ces ordonnances sont en dépassement de **32,8 milliards FCFA**, par rapport à la loi de finances qui prévoyait **16,5 milliards FCFA**. Ces charges se décomposent comme suit :

- intérêts BTA : **11,4 milliards FCFA** ;

- autres frais bancaires : **35,4 milliards FCFA** ;
- facilités de caisse : **2,3 milliards FCFA**.

En définitive, l'exécution des charges financières de la dette a été globalement réalisée au-delà du plafond de la LFR, soit 101% base ordonnance.

b. Exécution des dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses de personnel, les biens et services et les transferts.

Tableau n° 14 : exécution des dépenses de fonctionnement

Libellés titres	LFR 2020	Ordonnances à fin décembre	Taux d'exécution
Titre 2: dépenses de personnel	683 000 000 000	659 366 884 809	97%
Titre 3: dépenses de biens et services	261 700 073 304	358 221 868 733	137%
Titre 4: dépenses de transfert	162 410 244 180	146 786 932 746	90%
TOTAL GENERAL	1 107 110 317 484	1 164 375 686 288	105%

Source : **DGBFiP /DGCPT**

Budgétisées globalement à **1 107,1 milliards FCFA**, les dépenses de fonctionnement ont été ordonnancées à hauteur de **1 164,4 milliards FCFA** soit une exécution de 105%.

❖ Les dépenses de personnels

Ce poste de dépenses comprend la solde permanente, les présalaires, la main d'œuvre non permanente (MONP), les capitaux décès, les services rendus et autres indemnités servies aux agents publics, les indemnités de session des chambres du Parlement et les vacations qui font l'objet d'ordonnancement préalable sur la chaîne d'exécution des dépenses de matériel (chaîne DM).

A fin 2020, le montant des ordonnances sur les dépenses de personnel s'établit à **659,4 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 97 %. Ce montant est en recul de **26,4 milliards FCFA** par rapport à l'année dernière et traduit l'effort du Gouvernement de réduire progressivement ce poste de dépenses.

Le tableau ci-après donne les détails de l'exécution des postes de dépenses de personnels.

Tableau n°15 : exécution des dépenses de personnel

Libellés titres	LFR 2020	Ordonnances à fin décembre	Taux d'exécution
Total dépenses de personnel	683 000 000 000	659 366 884 809	96,5%
Rémunération de personnels	683 000 000 000	659 366 884 809	96,5%
<i>Solde permanente</i>	<i>622 444 000 000</i>	<i>611 660 234 809</i>	<i>98,3%</i>
<i>Rémunération autres catégories de salariés</i>	<i>38 000 000 000</i>	<i>35 404 452 766</i>	<i>93,2%</i>
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	<i>18 000 000 000</i>	<i>12 302 197 234</i>	<i>68,3%</i>
<i>Rappels solde</i>	<i>4 556 000 000</i>	-	<i>0,0%</i>

Source : **DGBFiP/DGCPT**

❖ Les dépenses de biens et services

Prévues à **261,7 milliards FCFA**, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **358,2 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 137% contre 82% l'année dernière. Ce niveau intègre les remboursements de TVA, les attributions de produits prévus en loi de finances et réglés dans le cadre des opérations de trésorerie, respectivement à hauteur de **30,5 milliards FCFA** et **1,2 milliard FCFA**.

❖ Les dépenses de transferts

Les dépenses de transferts ont été ordonnancées à hauteur de 90% pour s'établir à **146,8 milliards FCFA** contre une prévision de **162,4 milliards FCFA**. Ce niveau n'intègre pas les dépenses des CAS Pensions et Prestations familiales respectivement exécutées à hauteur de **67,1 milliards FCFA** et **17,9 milliards FCFA**.

c. Exécution des dépenses d'investissement

Sur une prévision de **379,7 milliards FCFA**, les dépenses d'investissement ont été ordonnancées à hauteur de **296,8 milliards FCFA**, soit 78%, en hausse de **39 milliards FCFA** par rapport à 2019. Ces ordonnances concernent les prêts projets pour **88,9 milliards FCFA**, les dépenses financées sur ressources gabonaises pour **159,3 milliards FCFA**, dont **50,8 milliards FCFA** au titre des contreparties nationales aux projets cofinancés et **11,5 milliards FCFA** au titre des CAS.

En ce qui concerne les dépenses de développement financées sur ressources extérieures (FINEX), l'exécution a atteint un taux de réalisation de 38%. Ces décaissements ont été réalisés par huit (8) créanciers pour un périmètre de vingt et un (21) projets, tels que présentés dans le tableau ci-après.

Tableau n°16 : exécution des FINEX à fin décembre 2020

CREANCIERS	PROJETS	TOTAL
AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT	REHABILITATION DU TRANSGABONAIS	6 385 577 760
	RENFORCEMENT STRUCTURE SANITAIRE	2 113 657 056
	CONSTRUCTION DE SALLES DE CLASSE	8 142 304 224
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE	PROJET D'APPUI AU PGME GRAINE	232 431 436
	RENFORCEMENT DES CAPACITES	1 249 920 816
	PROJET D'APPUI A LA DIVERSIFICATION DE L'ECONOMIE GABONAISE	235 755 879
	PROGRAMME ALIMENTATION EAU	133 209 439
EXIM BANK	PROGRAMME ALIMENTATION EAU	590 488 431
	CONSTRUCTION 3 CENTRES DE FORMATION	15 185 780 462
CHINA CONSTRUCTION BANK CORPORAT	FINANCEMENT CONSTRUCTION PALAIS SPORT	1 108 584 361
SANTANDER/2019	CONCEPTION REALISATION TRAVAUX ROUTIERS	6 801 385 124
	CONCEPTION REALISATION TRAVAUX ROUTIERS	3 997 549 693
BIRD	DORSALE DE COMMUNICATION	3 731 117 211
	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES	6 049 189 616
	E-GABON	3 610 181 108
	PROG DVPT DE LA STATISTIQUE AU GABON	4 914 428 722
	PROJET APPUIS EMPLOYABILITE	6 391 604 398
	DEVELOPPEMENT DES SERVICES DE BASE EN MILIEU RURAL	1 041 113 809
BID	APPUI SANITAIRE AU COVID 19	4 705 466 805
BDEAC	ASSAINISSEMENT VILLE DE LBV	12 227 978 630
	CONSTRUCTION ROUTE PK 5-12	123 955 525
TOTAL DECAISEMENT		88 971 680 503

Source : DGBFiP/DGD

Sur le montant global des financements extérieurs, la BIRD, l'AFD et Eximbank concentrent 70% des tirages, avec respectivement 34%, 19% et 17%.

d. Les autres dépenses

Le poste « Autres dépenses » porte essentiellement sur les plans sociaux, les restructurations des entreprises, les protocoles transactionnels et les condamnations pécuniaires de l'Etat.

Sur une dotation en LFR de **24,2 milliards FCFA**, les dépenses ont été ordonnancées à hauteur de **22,1 milliards FCFA**. Ces dépenses sont détaillées ainsi qu'il suit :

- contentieux de l'Etat : **3 milliards FCFA** ;
- protocoles transactionnels et autres opérations : **3,1 milliards FCFA** ;
- salaires des entités en cours de restructuration : **9,2 milliards FCFA** ;
- plan sociaux : **5,6 milliards FCFA** ;
- condamnations pécuniaires : **1,2 milliard FCFA**.

2. Exécution des dépenses des comptes d'affectation spéciale (CAS)

Ouvertes en loi de finances rectificative à **113 milliards FCFA**, les dépenses exécutées au titre des CAS s'élèvent à **119,1 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de 106%. Ce niveau concerne essentiellement les CAS « Pensions », « Prestations familiales et sociales », « Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants » et « Promotion du sport ».

L'exécution des autres CAS, prévus en loi de finances, se déclinent ainsi qu'il suit :

- Promotion du sport : **11,6 milliards FCFA** ;
- Promotion audiovisuelle : **2,8 millions FCFA** ;
- Formation pour l'emploi : **1 milliard FCFA** ;
- Financement de l'habitat : **1,9 milliard FCFA** ;
- Gestion du patrimoine routier et qualité des carburants : **11,1 milliards FCFA** ;
- Service public de l'eau et de l'électricité : **3,7 milliards FCFA**.

CHAPITRE II : EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT PAR MISSION

L'examen et l'analyse de l'exécution globale du budget par mission, pour l'exercice 2020, s'effectuent suivant les missions concourant à la mise en œuvre des politiques publiques (les ministères) d'une part et celles regroupant les dotations destinées aux pouvoirs publics (les Institutions) d'autre part.

Etablie à **1 900,5 milliards FCFA** dans la LFR 2020, l'exécution des crédits de l'ensemble des missions a atteint **1 882,9 milliards FCFA**, soit un niveau d'ordonnement de 99%.

A. L'exécution du budget par mission

Les données du tableau ci-dessous donnent un aperçu de l'exécution du budget des différentes missions.

Tableau n°17 : exécution du budget par mission

Code Missions	Libellés Missions	LFR 2020 (A)	Montant ordonnancé (B)	Ecarts	Taux (B)/(A)
1	Action extérieure du Gabon	23 095 350 408	17 354 390 967	5 740 959 441	75,1%
2	Administration du territoire	25 441 798 777	17 061 537 064	8 380 261 713	67,1%
3	Agriculture, élevage et pêche	12 823 491 359	4 301 723 907	8 521 767 452	33,5%
4	Aménagement du territoire et tourisme	2 696 687 433	1 629 788 420	1 066 899 013	60,4%
5	Conseil et Contrôle	2 019 249 276	2 636 856 982	- 617 607 706	130,6%
6	Culture et Education Populaire	5 266 106 362	1 024 121 256	4 241 985 106	19,4%
7	Défense	151 620 266 730	44 184 651 248	107 435 615 482	29,1%
8	Pilotage et coordination de l'action Gouvernementale	12 117 161 792	5 082 151 046	7 035 010 746	41,9%
9	Economie forestière et protection de l'environnement	27 049 804 303	3 709 098 160	23 340 706 143	13,7%
10	Communication	17 563 259 820	11 859 075 072	5 704 184 748	67,5%
11	Education nationale	225 214 906 006	47 346 700 283	177 868 205 723	21,0%
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	74 379 217 930	67 021 837 380	7 357 380 550	90,1%
13	Entreprenariat et commerce	10 437 011 277	448 697 044	9 988 314 233	4,3%
14	Gestion des finances publiques	402 896 186 246	974 301 760 622	-571 405 574 376	241,8%
15	Constructions, logements et équipements collectifs	118 313 264 775	102 752 298 502	15 560 966 273	86,8%
16	Industrie et mines	3 646 817 763	290 587 952	3 356 229 811	8,0%
17	Transports	41 777 060 638	28 050 915 407	13 726 145 231	67,1%
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	15 205 864 230	3 149 122 831	12 056 741 399	20,7%
19	Justice	28 103 578 227	3 280 009 374	24 823 568 853	11,7%
21	Pouvoirs publics	92 510 928 085	65 643 589 386	26 867 338 699	71,0%
22	Prévoyance sociale	46 631 682 829	28 142 793 765	18 488 889 064	60,4%
23	Provision	11 803 329 046	-	11 803 329 046	0,0%
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	28 139 144 418	17 314 723 457	10 824 420 961	61,5%
25	Santé	158 049 909 403	96 052 664 845	61 997 244 558	60,8%
26	Sécurité	54 441 904 861	2 099 798 502	52 342 106 359	3,9%
27	Stratégie économique	42 139 077 526	52 653 626 272	-10 514 548 746	125,0%
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	11 159 074 960	1 174 562 404	9 984 512 556	10,5%
29	Travail, emploi et formation professionnelle	47 188 657 179	27 404 081 275	19 784 575 904	58,1%
30	Dépenses Transversales	91 213 954 000	134 130 111 758	-42 916 157 758	147,0%
31	Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	4 518 347 513	3 327 285 335	1 191 062 178	73,6%
Total budget général		1 787 463 093 170	1 763 428 560 516	24 034 532 654	98,7%
60	CAS - Pensions	59 767 490 606	67 123 927 479	-7 356 436 873	112,3%
61	CAS - Service universel des communications électroniques	2 394 424 740	-	2 394 424 740	0,0%
62	CAS - Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	17 899 080 900	-1 399 080 900	108,5%
63	CAS - Promotion du sport	4 045 199 245	11 586 565 060	-7 541 365 815	286,4%
64	CAS - Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 201 250 874	2 807 989 589	-1 606 738 715	233,8%
65	CAS - Formation pour l'Emploi	1 668 804 850	1 007 520 808	661 284 042	60,4%
66	CAS - Service public de l'eau et de l'électricité	7 844 251 811	3 718 439 180	4 125 812 631	47,4%
67	CAS - Salubrité publique	6 800 033 723	2 244 685 349	4 555 348 374	33,0%
68	CAS - Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants	9 726 615 566	11 111 972 736	-1 385 357 170	114,2%
69	CAS - Promotion du logement décent	3 064 533 550	1 960 921 292	1 103 612 258	64,0%
Total budget des CAS		113 012 604 965	119 461 102 393	-6 448 497 428	105,7%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT		1 900 475 698 136	1 882 889 662 909	17 586 035 227	99,1%

Source : DGBFiP

L'analyse du tableau ci-après présente l'exécution du budget par mission hors dépenses de personnel (titre 2).

Tableau n°18 : exécution du budget par mission (hors titre 2)

Code Missions	Libellés Missions	LFR 2020 (A)	Montant ordonnancé (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
1	Action extérieure du Gabon	16 074 412 622	13 563 589 922	2 510 822 700	84%
2	Administration du territoire	21 218 029 711	16 963 232 564	4 254 797 147	80%
3	Agriculture, élevage et pêche	5 302 793 617	4 193 136 381	1 109 657 236	79%
4	Aménagement du territoire et tourisme	988 348 109	1 574 335 920	-585 987 811	159%
5	Conseil et Contrôle	654 125 000	1 689 810 000	- 1 035 685 000	258%
6	Culture et Education Populaire	675 950 000	986 879 218	-310 929 218	146%
7	Défense	16 664 028 031	43 981 410 248	- 27 317 382 217	264%
8	Pilotage et coordination de l'action Gouvernementale	3 169 673 184	5 052 469 046	- 1 882 795 862	159%
9	Economie forestière et protection de l'environnement	19 609 386 993	3 492 047 708	16 117 339 285	18%
10	Communication	9 457 390 087	11 812 079 846	- 2 354 689 759	125%
11	Education nationale	52 166 301 216	38 595 947 241	13 570 353 975	74%
12	Enseignement supérieur et recherche scientifique	44 872 598 168	62 392 165 727	- 17 519 567 559	139%
13	Entreprenariat et commerce	794 462 465	331 245 044	463 217 421	42%
14	Gestion des finances publiques	367 669 284 023	345 893 591 816	21 775 692 207	94%
15	Constructions, logements et équipements collectifs	107 420 179 441	102 425 379 309	4 994 800 132	95%
16	Industrie et mines	491 941 835	279 848 310	212 093 525	57%
17	Transports	37 928 802 690	28 024 573 911	9 904 228 779	74%
18	Jeunesse, Sports et Loisirs	9 455 958 950	2 770 861 471	6 685 097 479	29%
19	Justice	2 515 975 000	3 070 017 694	-554 042 694	122%
21	Pouvoirs publics	61 567 101 758	60 583 723 968	983 377 790	98%
22	Prévoyance sociale	34 979 975 449	28 020 905 101	6 959 070 348	80%
23	Provision	11 803 329 046	-	11 803 329 046	0%
24	Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	23 434 653 730	17 291 135 233	6 143 518 497	74%
25	Santé	83 089 680 111	95 574 713 222	- 12 485 033 111	115%
26	Sécurité	3 100 000 000	2 082 500 002	1 017 499 998	67%
27	Stratégie économique	35 429 453 675	52 637 547 272	- 17 208 093 597	149%
28	Fonction publique et modernisation de l'Etat	1 229 531 808	1 056 484 404	173 047 404	86%
29	Travail, emploi et formation professionnelle	41 827 034 014	26 166 788 540	15 660 245 474	63%
30	Dépenses Transversales	88 213 954 000	131 130 111 758	- 42 916 157 758	149%
31	Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	2 658 738 440	2 425 144 831	233 593 609	91%
Total budget général		1 104 463 093 170	1 104 061 675 707	401 417 463	100%
60	CAS - Pensions	59 767 490 606	67 123 927 479	- 7 356 436 873	112%
61	CAS - Service universel des communications électroniques	2 394 424 740	-	2 394 424 740	0%
62	CAS - Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	17 899 080 900	- 1 399 080 900	108%
63	CAS - Promotion du sport	4 045 199 245	11 586 565 060	- 7 541 365 815	286%
64	CAS - Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 201 250 874	2 807 989 589	- 1 606 738 715	234%
65	CAS - Formation pour l'Emploi	1 668 804 850	1 007 520 808	661 284 042	60%
66	CAS - Service public de l'eau et de l'électricité	7 844 251 811	3 718 439 180	4 125 812 631	47%
67	CAS - Salubrité publique	6 800 033 723	2 244 685 349	4 555 348 374	33%
68	CAS - Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants	9 726 615 566	11 111 972 736	- 1 385 357 170	114%
69	CAS - Promotion du logement décent	3 064 533 550	1 960 921 292	1 103 612 258	64%
Total budget des CAS		113 012 604 965	119 461 102 393	- 6 448 497 428	106%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT		1 217 475 698 136	1 223 522 778 100	- 6 047 079 964	100%

Source : **DGBFiP**

De cette exécution hors titre 2, il ressort que le niveau d'ordonnancement atteint 100%. Ce niveau reste stable en considérant l'exécution des CAS « Promotion du sport », « Promotion audiovisuelle

et cinématographique », « Formation pour l'emploi » et « Promotion du logement décent » exécutés en trésorerie³.

Le taux moyen global d'exécution se situe autour de 71%. En dépit de ce taux, certaines missions présentent tout de même un faible niveau d'exécution. Ces missions sont :

- économie forestière et protection de l'environnement : 18% ;
- jeunesse, sport et loisirs : 29%.

L'exécution budgétaire 2020 révèle par ailleurs que 11 missions présentent des taux d'exécution supérieurs à 100%. Les missions les plus représentatives à cet effet sont :

- mission 5 « Conseil et Contrôle » présente un taux de 258% ;
- mission 7 « Défense » présente un taux de 264% ;
- mission 12 « Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique » présente un taux de 139% ;
- mission 19 « Justice » présente un taux de 122% ;
- mission 25 « Santé » : présente un taux de 115% ;
- mission 27 « Stratégie économique » : présente un taux de 149% ;
- mission 30 « Dépenses transversales » : avec un taux de 149%.

B. L'exécution de la mission « Pouvoirs publics »

Tableau n°19 : exécution de la mission « pouvoirs publics »

Libellés programmes	LFR 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
Mission 21 : Pouvoirs publics	92 510 928 085	65 643 589 386	26 867 338 699	71%
21.717:Présidence de la République	13 131 644 225	11 111 706 405	2 019 937 820	85%
21.724:Assemblée Nationale	38 251 397 290	25 524 668 015	12 726 729 275	67%
21.731:Sénat	21 551 679 362	16 253 292 418	5 298 386 944	75%
21.738:Cour Constitutionnelle	8 940 625 865	7 615 084 728	1 325 541 137	85%
21.234:Cour de Cassation	4 933 777 412	167 264 520	4 766 512 892	3%
21.241:Cour des Comptes	3 815 967 008	4 436 282 800	-620 315 792	116%
21.248:Conseil d'Etat	1 885 836 924	535 290 500	1 350 546 424	28%

Source : **DGBFiP**

Prévues à **92,5 milliards FCFA** dans la LFR 2020, les dépenses de cette mission se sont exécutées à hauteur de **65,6 milliards FCFA**, soit un taux d'ordonnancement de 71% contre 74% réalisé l'année précédente.

³ Selon les dispositions de la LOLFEB, les dépenses des CAS s'exécutent comme celles du budget général. Or, certains CAS, à l'instar de ceux énumérés ici, échappent encore à la procédure d'exécution de la dépense et sont par conséquent comptabilisés dans les opérations de trésorerie.

CHAPITRE III : SYNTHÈSE GÉNÉRALE

A. Le contexte économique national

La performance des finances publiques a été marquée par la pandémie de la Covid-19. Pendant qu'au premier trimestre les recettes poursuivaient leur tendance haussière observée depuis 2019, les effets de la crise ont été plus perceptibles à la fin du 2^e trimestre. En réaction à cette détérioration de l'environnement, le Gouvernement a modifié la loi de finances avec une baisse des recettes de 26% par rapport au budget initial et un creusement du déficit primaire d'environ 426 milliards FCFA par rapport au budget initial qui représente -1,1% du PIB global et -7,1% du PIB hors pétrole.

Toutefois, grâce à la remontée des cours du baril de pétrole au-dessus des 40 dollars à partir du 2^e trimestre, les effets de la pandémie de la Covid-19 ont été relativement contenus.

B. L'exécution budgétaire

Dans l'ensemble, les dépenses du budget 2020 ont été ordonnancées à hauteur de **1 882,9 milliards FCFA** soit une exécution en hausse de **255 milliards FCFA** par rapport à 2019.

Les dépenses de personnel et les charges financières de la dette représentent **939,5 milliards FCFA**, soit 50% des dépenses budgétaires de l'Etat en 2020, contre 55% en 2019. Les autres catégories de dépenses affichent un niveau de **943,4 milliards FCFA**, soit 49,1% des dépenses ordonnancées.

ANNEXES

ANNEXE 1 : EXECUTION DU BUDGET PAR MISSION / PROGRAMME

Libellés Missions/Programmes	LFR 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecarts	Taux (B)/(A)
1:Action extérieure du Gabon	23 095 350 408	17 354 390 967	5 740 959 441	75%
1.101:Affaires Etrangères	17 020 284 292	14 404 289 609	2 615 994 683	85%
1.108:Intégration africaine et Coopération internationale	682 845 353	368 657 042	314 188 311	54%
1.115:Affaires consulaires	1 273 496 452	1 100 768 965	172 727 487	86%
1.122:Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	4 118 724 311	1 480 675 351	2 638 048 960	36%
1.129:Gabonais de l'étranger	-	-	-	0%
2:Administration du territoire	25 441 798 777	17 061 537 064	8 380 261 713	67%
2.136:Administration territoriale	5 670 886 264	2 524 742 461	3 146 143 803	45%
2.143:Décentralisation	19 251 400 006	14 141 814 402	5 109 585 604	73%
2.150:Prévention et gestion des catastrophes	419 512 507	89 961 900	329 550 607	21%
2.157:Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	100 000 000	305 018 301	- 205 018 301	305%
3:Agriculture, élevage et pêche	12 823 491 359	4 301 723 907	8 521 767 452	34%
3.164:Agriculture	3 486 707 739	1 529 054 330	1 957 653 409	44%
3.171:Elevage	191 523 400	19 777 350	171 746 050	10%
3.178:Pêche et aquaculture	2 501 645 336	801 201 000	1 700 444 336	32%
3.180:Pilotage et soutien aux politiques de la pêche et de la mer	-	-	-	0%
3.185:Développement rural	4 206 939 431	1 662 552 799	2 544 386 632	40%
3.192:Pilotage et soutien à la politique agricole	2 436 675 452	289 138 428	2 147 537 024	12%
4:Aménagement du territoire et tourisme	2 696 687 433	1 629 788 420	1 066 899 013	60%
4.199:Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	935 366 920	45 915 000	889 451 920	5%
4.204:Pilotage et soutien aux politiques de décentralisation et d'aménagement du territoire	100 000 000	196 660 000	- 96 660 000	197%
4.206:Tourisme	1 661 320 513	1 387 213 420	274 107 093	84%
5:Conseil et Contrôle	2 019 249 276	2 636 856 982	- 617 607 706	131%
5.213:Conseil Economique et Social (CES)	1 677 450 876	2 182 516 982	- 505 066 106	130%
5.220:Conseil National de la Démocratie (CND)	295 818 400	438 965 000	- 143 146 600	148%
5.269:Médiature	45 980 000	15 375 000	30 605 000	33%
6:Culture et Education Populaire	5 266 106 362	1 024 121 256	4 241 985 106	19%
6.290:Culture	5 117 898 362	495 590 099	4 622 308 263	10%
6.299:Pilotage et soutien à la politique de la culture et des arts	50 000 000	522 000 000	- 472 000 000	1044%
6.297:Education populaire	98 208 000	6 531 157	91 676 843	7%
7:Défense	151 620 266 730	44 184 651 248	107 435 615 482	29%
7.311:Préparation et emploi des forces	19 637 857 992	2 231 681 665	17 406 176 327	11%
7.318:Equipement des forces	35 954 257 086	11 647 717 365	24 306 539 721	32%
7.325:Garde Républicaine	34 126 838 156	5 739 833 897	28 387 004 259	17%
7.332:Vie du soldat	14 527 904 863	7 400 492 326	7 127 412 537	51%
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	47 373 408 634	17 164 925 995	30 208 482 639	36%
8:Pilotage et coordination de l'action Gouvernementale	12 117 161 792	5 082 151 046	7 035 010 746	42%
8.346:Coordination du travail Gouvernemental	2 852 895 433	1 178 524 474	1 674 370 959	41%
8.353:Coordination des politiques urbaines	696 213 880	44 785 861	651 428 019	6%
8.358:Promotion de la bonne gouvernance	2 551 506 384	14 168 500	2 537 337 884	1%
8.360:Pilotage et soutien à la coordination de l'action Gouvernementale	4 090 292 910	3 374 334 321	715 958 589	82%
8.367:Relations avec le parlement et les institutions constitutionnelles	159 557 500	92 817 500	66 740 000	58%
8.374:Pilotage et Soutien aux relations avec le parlement	1 648 058 780	190 352 280	1 457 706 500	12%

Libellés Missions/Programmes	LF 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
8.376:Pilotage et soutien à la politique de l'évaluation des politiques publiques	118 636 905	187 168 110	- 68 531 205	158%
9:Economie forestière et protection de l'environnement	27 049 804 303	3 709 098 160	23 340 706 143	14%
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	3 343 992 394	218 784 043	3 125 208 351	7%
9.388:Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	91 026 800	14 099 880	76 926 920	15%
9.395:Conservation de la biodiversité	18 587 632 343	2 921 131 408	15 666 500 935	16%
9.402:Amélioration du cadre de vie et changement climatique	1 358 194 664	47 084 463	1 311 110 201	3%
9.409:Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière	3 668 958 102	507 998 366	3 160 959 736	14%
10:Communication	17 563 259 820	11 859 075 072	5 704 184 748	68%
10.416:Economie numérique	9 068 150 337	10 375 554 791	-1 307 404 454	114%
10.423:Communication	3 987 109 020	890 367 720	3 096 741 300	22%
10.430:Poste	683 395 467	76 050 826	607 344 641	11%
10.437:Pilotage et Soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	3 824 604 996	517 101 735	3 307 503 261	14%
11:Education nationale	225 214 906 006	47 346 700 283	177 868 205 723	21%
11.444:Enseignement pré-primaire et primaire	69 867 206 087	6 498 783 671	63 368 422 416	9%
11.451:Enseignement secondaire	131 797 254 664	31 023 533 465	100 773 721 199	24%
11.458:Enseignement technique et professionnel	16 450 018 970	3 878 011 157	12 572 007 813	24%
11.465:Pilotage et Soutien à la politique de l'éducation nationale	7 100 426 285	5 946 371 990	1 154 054 295	84%
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	74 379 217 930	67 021 837 380	7 357 380 550	90%
12.472:Enseignement supérieur	19 275 436 084	9 858 080 864	9 417 355 220	51%
12.479:Recherche scientifique et innovation	14 037 773 900	355 475 487	13 682 298 413	3%
12.486: Vie de l'étudiant	39 215 204 547	56 708 693 615	-17 493 489 068	145%
12.493:Pilotage et Soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 850 803 399	99 587 414	1 751 215 985	5%
13:Entrepreneuriat et commerce	10 437 011 277	448 697 044	9 988 314 233	4%
13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	1 631 538 209	119 472 880	1 512 065 329	7%
13.501:Pilotage et soutien aux politiques de promotion des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat national	-	-	-	0%
13.507:Promotion des échanges	2 875 017 463	52 606 742	2 822 410 721	2%
13.514:Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce	5 930 455 604	276 617 422	5 653 838 182	5%
13.519:Pilotage et soutien aux politiques de la promotion des investissements et des partenariats publics-privés	-	-	-	0%
14:Gestion des finances publiques	402 896 186 246	974 301 760 622	-571 405 574 376	242%
14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	14 511 834 043	665 495 556 700	-650 983 722 657	4586%
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	9 270 554 359	7 000 085 201	2 270 469 158	76%
14.535:Gestion du contentieux de l'Etat	5 523 288 325	5 232 212 143	291 076 182	95%
14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques	21 557 525 038	10 699 954 186	10 857 570 852	50%
14.549:Gestion fiscale	73 898 650 307	5 351 649 898	68 547 000 409	7%
14.556:Engagements financiers de l'Etat	276 482 783 294	280 127 191 588	-3 644 408 294	101%
14.563:Gestion de la dette	1 154 155 000	339 348 406	814 806 594	29%
14.570:Gestion de la commande publique	497 395 880	55 762 500	441 633 380	11%
15:Constructions, logements et équipements collectifs	118 313 264 775	102 752 298 502	15 560 966 273	87%
15.577:Logement	1 469 386 908	123 270 448	1 346 116 460	8%
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	4 451 627 482	1 399 207 300	3 052 420 182	31%
15.591:Equipement et infrastructures	108 310 200 763	100 680 615 255	7 629 585 508	93%
15.595:Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	128 635 000	323 674 999	- 195 039 999	252%

Libellés Missions/Programmes	LFR 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
15.598:Pilotage et soutien aux politique des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	3 953 414 622	225 530 500	3 727 884 122	6%
16:Industrie et mines	3 646 817 763	290 587 952	3 356 229 811	8%
16.605:Gestion et contrôle des activités minières	1 033 144 304	139 191 141	893 953 163	13%
16.612:Régulation et stratégie industrielle	2 613 673 459	151 396 811	2 462 276 648	6%
16.615:Pilotage et soutien aux politiques industrielles et de l'entrepreneuriat national	-	-	-	0%
17:Transports	41 777 060 638	28 050 915 407	13 726 145 231	67%
17.626:Transports terrestre	36 423 045 385	24 320 312 812	12 102 732 573	67%
17.633:Transport aérien et par voie d'eau	5 354 015 253	3 730 602 595	1 623 412 658	70%
17.640:Pilotage et Soutien à la politique de transports	-	-	-	0%
18:Jeunesse, Sports et Loisirs	15 205 864 230	3 149 122 831	12 056 741 399	21%
18.647:Sports et loisirs	9 953 064 916	2 487 273 813	7 465 791 103	25%
18.654:Jeunesse et vie associative	583 590 988	1 469 500	582 121 488	0%
18.658:Soutien aux manifestations sportives	37 808 000	11 886 800	25 921 200	31%
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	4 631 400 326	648 492 718	3 982 907 608	14%
19:Justice	28 103 578 227	3 280 009 374	24 823 568 853	12%
19.668:Justice judiciaire et administrative	7 346 835 016	467 424 180	6 879 410 836	6%
19.675:Administration pénitentiaire	3 264 516 592	1 745 348 294	1 519 168 298	53%
19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	17 162 660 659	1 007 900 635	16 154 760 024	6%
19.689:Culture des droits de l'Homme et égalité des chances	284 190 960	16 836 265	267 354 695	6%
19.694:Egalité des Chances	45 375 000	42 500 000	2 875 000	94%
19.696:Pilotage et Soutien à la politique de l'égalité des chances et des gabonais de l'étranger	-	-	-	0%
21:Pouvoirs publics	92 510 928 085	65 643 589 386	26 867 338 699	71%
21.234:Cour de Cassation	4 933 777 412	167 264 520	4 766 512 892	3%
21.241:Cour des Comptes	3 815 967 008	4 436 282 800	- 620 315 792	116%
21.248:Conseil d'Etat	1 885 836 924	535 290 500	1 350 546 424	28%
21.717:Présidence de la République	13 131 644 225	11 111 706 405	2 019 937 820	85%
21.724:Assemblée Nationale	38 251 397 290	25 524 668 015	12 726 729 275	67%
21.731:Sénat	21 551 679 362	16 253 292 418	5 298 386 944	75%
21.738:Cour Constitutionnelle	8 940 625 865	7 615 084 728	1 325 541 137	85%
22:Prévoyance sociale	46 631 682 829	28 142 793 765	18 488 889 064	60%
22.752:Protection et promotion de la famille	6 669 701 071	154 858 245	6 514 842 826	2%
22.759:Solidarité sociale	7 104 274 115	1 494 810 422	5 609 463 693	21%
22.766:Protection sociale	32 267 278 443	25 873 403 499	6 393 874 944	80%
22.773:Pilotage et Soutien à la politique de protection sociale	127 996 800	249 999 999	- 122 003 199	195%
22.775:Pilotage et soutien aux politiques de suivi de la mise en œuvre de la stratégie des investissements humains et des ODD	456 432 400	365 721 600	90 710 800	80%
22.778:Pilotage et soutien à la politique de promotion et de l'intégration de la femme au développement	6 000 000	4 000 000	2 000 000	67%
23:Provisions	11 803 329 046	-	11 803 329 046	0%
23.780:Dotations pour dépenses accidentelles et imprévisibles	6 803 329 046	-	6 803 329 046	0%
23.781:Dotations pour risques de mise en jeu des garanties et avais donnés par l'Etat	5 000 000 000	-	5 000 000 000	0%
24:Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	28 139 144 418	17 314 723 457	10 824 420 961	62%
24.787:Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	1 879 090 685	1 657 497 385	221 593 300	88%
24.794:Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	20 299 355 409	13 687 564 278	6 611 791 131	67%

Libellés Missions/Programmes	LFR 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
24.801:Gestion de la radioactivité	159 025 000	69 858 850	89 166 150	44%
24.808:Pilotage et Soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	880 627 571	358 661 000	521 966 571	41%
24.815:Gestion et contrôle des activités pétrolières	2 015 704 421	1 148 269 220	867 435 201	57%
24.822:Pilotage et Soutien aux politiques pétrolière et d'hydrocarbures	2 905 341 332	392 872 724	2 512 468 608	14%
25:Santé	158 049 909 403	96 052 664 845	61 997 244 558	61%
25.829:Prévention et sécurité sanitaire	59 341 772 147	49 476 235 725	9 865 536 422	83%
25.836:Offre et accès aux soins	90 310 697 429	43 410 411 572	46 900 285 857	48%
25.843:Lutte contre le SIDA	3 881 227 440	2 817 744 174	1 063 483 266	73%
25.850:Pilotage et Soutien à la politique sanitaire et de la prévoyance sociale	4 516 212 388	348 273 374	4 167 939 014	8%
26:Sécurité	54 441 904 861	2 099 798 502	52 342 106 359	4%
26.857:Gendarmerie Nationale	6 421 719 184	802 857 502	5 618 861 682	13%
26.864:Police Nationale	48 020 185 677	1 296 941 000	46 723 244 677	3%
27:Stratégie économique	42 139 077 526	52 653 626 272	-10 514 548 746	125%
27.519:Pilotage et soutien aux politiques de promotion des investissements et des partenariats publics privés	70 500 000	116 283 794	- 45 783 794	165%
27.871:Elaboration et pilotage de la politique économique	37 366 606 411	50 928 621 064	-13 562 014 653	136%
27.878:Concurrence et Protection du consommateur	3 712 425 308	332 910 890	3 379 514 418	9%
27.885:Pilotage et Soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	-	-	-	0%
27.887:Appui à la stratégie d'investissement	989 545 808	1 275 810 524	- 286 264 716	129%
28:Fonction publique et modernisation de l'Etat	11 159 074 960	1 174 562 404	9 984 512 556	11%
28.892:Fonction publique	3 711 839 912	350 921 701	3 360 918 211	9%
28.899:Modernisation de l'Etat	649 796 468	-	649 796 468	0%
28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	6 797 438 580	823 640 703	5 973 797 877	12%
29:Travail et emploi	47 188 657 179	27 404 081 275	19 784 575 904	58%
29.913:Promotion de l'emploi et du travail décent	4 615 376 177	1 238 550 157	3 376 826 020	27%
29.920:Formation professionnelle	42 573 281 002	26 165 531 118	16 407 749 884	61%
29.927:Pilotage et Soutien à la politique Travail et de l'Emploi	-	-	-	0%
30:Dépenses Transversales	91 213 954 000	134 130 111 758	-42 916 157 758	147%
30.934:Dotations pour dépenses d'utilité publique	48 553 281 256	67 034 645 534	-18 481 364 278	138%
30.941:Dotations pour dépenses à caractère politique	2 175 236 600	3 194 129 961	-1 018 893 361	147%
30.948:Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	6 103 338 698	28 977 006 968	-22 873 668 271	475%
30.955:Dotation pour dépenses liées à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN)	6 047 078 510	3 563 564 348	2 483 514 162	59%
30.962:Dotation pour frais de transport et de déplacements	56 500 000	852 332 751	- 795 832 751	1509%
30.969:Dotation pour primes d'assurance	100 000 000	250 000 000	- 150 000 000	250%
30.976:Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	1 300 000 000	621 274 015	678 725 985	48%
30.983:Dotation pour accessoires de bourses et aides aux familles	-	-	-	0%
30.990:Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	-	-	-	0%
30.993:Dotation pour Riposte Covid-19	17 175 913 074	10 123 352 675	7 052 560 399	59%
30.997:Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	9 252 605 862	19 513 805 506	-10 261 199 644	211%
30.998:Dotation pour fonds d'études sectorielles	450 000 000	-	450 000 000	0%
31:Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	4 518 347 513	3 327 285 335	1 191 062 178	74%
31.227:Haute Autorité de la Communication (HAC)	943 767 784	845 354 350	98 413 434	90%
31.250:Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	556 465 440	451 920 624	104 544 816	81%
31.255:Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	283 544 800	197 325 000	86 219 800	70%

Libellés Missions/Programmes	LFR 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecarts	Taux (B)/(A)
31.262:Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 515 350 689	518 744 600	996 606 089	34%
31.283:Commission Nationale de Droits de l'Homme	130 100 000	21 052 004	109 047 996	16%
31.285:Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	62 964 800	318 748 757	- 255 783 957	506%
31.291:Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	573 242 000	764 140 000	- 190 898 000	133%
31.295:Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	452 912 000	210 000 000	242 912 000	46%
Total budget général	1 787 463 093 170	1 763 428 560 516	-28 307 573 705	99%
60:Pensions	59 767 490 606	67 123 927 479	-7 356 436 873	112%
60.703:Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	52 678 470 860	59 945 249 231	-7 266 778 371	114%
60.710:Pensions spéciales	7 089 019 746	7 178 678 248	- 89 658 502	101%
61:Service universel des communications électroniques	2 394 424 740	-	2 394 424 740	0%
61.145:Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	2 394 424 740	-	2 394 424 740	0%
62:CAS - Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	17 899 080 900	-1 399 080 900	108%
62.985:Aide à l'enfance	12 000 000 000	17 899 080 900	-5 899 080 900	149%
62.986:Aide à la maternité	4 500 000 000	-	4 500 000 000	0%
63:CAS - Promotion du sport	4 045 199 245	11 586 565 060	-7 541 365 815	286%
63.233:Sport pour Tous, Sport de Proximité	2 022 599 623	5 793 282 530	-3 770 682 907	286%
63.235:Sport amateur, d'élite et professionnel	2 022 599 623	5 793 282 530	-3 770 682 907	286%
64:Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 201 250 874	2 807 989 589	-1 606 738 715	234%
64.433:Production des contenus audiovisuels	600 625 437	1 403 994 795	- 803 369 358	234%
64.434:Production des contenus cinématographiques	600 625 437	1 403 994 795	- 803 369 358	234%
65:Formation pour l'Emploi	1 668 804 850	1 007 520 808	661 284 042	60%
65.923:Formation initiale	973 469 496	587 720 471	385 749 025	60%
65.924:Formation continue	695 335 354	419 800 337	275 535 018	60%
66:Service public de l'eau et de l'électricité	7 844 251 811	3 718 439 180	4 125 812 631	47%
66.517:Gestion de l'énergie électrique dans les collectivités locales	6 824 499 076	3 235 042 087	3 589 456 989	47%
66.518:Gestion du service public de l'eau potable dans les collectivités locales	1 019 752 735	483 397 093	536 355 642	47%
67:CAS Salubrité publique	6 800 033 723	2 244 685 349	4 555 348 374	33%
67.607:Assainissement des collectivités locales	6 800 033 723	2 244 685 349	4 555 348 374	33%
68:Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants	9 726 615 566	11 111 972 736	-1 385 357 170	114%
68.931:Gestion du patrimoine routier	8 753 954 009	10 000 775 462	-1 246 821 453	114%
68.932:Contrôle de la qualité des produits pétroliers	972 661 557	1 111 197 274	- 138 535 717	114%
69:Mission ministérielle financement de l'habitat	3 064 533 550	1 960 921 292	1 103 612 258	64%
69.938:Offre de logement	2 758 080 196	1 764 829 163	993 251 032	64%
69.939:Accès au logement	306 453 354	196 092 129	110 361 226	64%
Total budget des CAS	113 012 604 965	119 461 102 393	-6 448 497 428	106%
TOTAL BUDGET DE L'ETAT	1 900 475 698 136	1 882 889 662 909	-34 756 071 132	99%

Source : DGBFiP

ANNEXE 2 : EXECUTION DES DEPENSES PAR MISSION/TITRE

Libellés Missions/Titres	LFR 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
1:Action extérieure du Gabon	23 095 350 408	17 354 390 967	5 740 959 441	75%
2:2:dépenses de personnel	7 020 937 786	3 790 801 045	3 230 136 741	54%
3:3:dépenses de biens et services	14 274 803 813	12 618 411 990	1 656 391 823	88%
4:4:dépenses de transfert	1 239 400 127	474 602 639	764 797 488	38%
5:5:dépenses d'investissement	560 208 682	470 575 293	89 633 389	84%
2:Administration du territoire	25 441 798 777	17 061 537 064	8 380 261 713	67%
2:2:dépenses de personnel	4 223 769 066	98 304 500	4 125 464 566	2%
3:3:dépenses de biens et services	826 101 822	1 632 628 763	-806 526 941	198%
4:4:dépenses de transfert	19 169 417 582	15 255 840 401	3 913 577 181	80%
5:5:dépenses d'investissement	1 222 510 307	74 763 400	1 147 746 907	6%
3:Agriculture, élevage et pêche	12 823 491 359	4 301 723 907	8 521 767 452	34%
2:2:dépenses de personnel	7 520 697 742	108 587 526	7 412 110 216	1%
3:3:dépenses de biens et services	258 636 499	701 148 701	-442 512 203	271%
4:4:dépenses de transfert	881 996 076	506 409 354	375 586 722	57%
5:5:dépenses d'investissement	4 162 161 042	2 985 578 326	1 176 582 716	72%
4:Aménagement du territoire et tourisme	2 696 687 433	1 629 788 420	1 066 899 013	60%
2:2:dépenses de personnel	1 708 339 324	55 452 500	1 652 886 824	3%
3:3:dépenses de biens et services	206 250 000	870 969 937	-664 719 937	422%
4:4:dépenses de transfert	118 237 000	426 905 535	-308 668 535	361%
5:5:dépenses d'investissement	663 861 109	276 460 448	387 400 661	42%
5:Conseil et Contrôle	2 019 249 276	2 636 856 982	-617 607 706	131%
2:2:dépenses de personnel	1 365 124 276	947 046 982	418 077 294	69%
3:3:dépenses de biens et services	548 125 000	1 538 535 000	-990 410 000	281%
4:4:dépenses de transfert	6 000 000	1 275 000	4 725 000	21%
5:5:dépenses d'investissement	100 000 000	150 000 000	-50 000 000	150%
6:Culture et Education Populaire	5 266 106 362	1 024 121 256	4 241 985 106	19%
2:2:dépenses de personnel	4 590 156 362	37 242 038	4 552 914 324	1%
3:3:dépenses de biens et services	253 600 000	772 508 218	-518 908 218	305%
4:4:dépenses de transfert	422 350 000	214 371 000	207 979 000	51%
7:Défense	151 620 266 730	44 184 651 248	107 435 615 482	29%
2:2:dépenses de personnel	134 956 238 699	203 241 000	134 752 997 699	0%
3:3:dépenses de biens et services	6 528 669 665	23 457 487 296	-16 928 817 631	359%
4:4:dépenses de transfert	260 651 395	46 129 500	214 521 895	18%
5:5:dépenses d'investissement	9 874 706 971	20 477 793 452	-10 603 086 481	207%
8:Pilotage et coordination de l'action Gouvernementale	12 117 161 792	5 082 151 046	7 035 010 746	42%
2:2:dépenses de personnel	8 947 488 608	29 682 000	8 917 806 608	0%
3:3:dépenses de biens et services	1 875 559 000	3 476 623 604	-1 601 064 604	185%
4:4:dépenses de transfert	731 310 605	1 218 946 422	-487 635 817	167%
5:5:dépenses d'investissement	562 803 579	356 899 020	205 904 559	63%
9:Economie forestière et protection de l'environnement	27 049 804 303	3 709 098 160	23 340 706 143	14%
2:2:dépenses de personnel	7 440 417 310	217 050 452	7 223 366 858	3%
3:3:dépenses de biens et services	306 272 500	328 901 847	-22 629 347	107%

Libellés Missions/Titres	LFR 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
4:4:dépenses de transfert	4 310 986 543	3 122 345 861	1 188 640 682	72%
5:5:dépenses d'investissement	14 992 127 950	40 800 000	14 951 327 950	0%
10:Communication	17 563 259 820	11 859 075 072	5 704 184 748	68%
2:2:dépenses de personnel	8 105 869 734	46 995 226	8 058 874 508	1%
3:3:dépenses de biens et services	1 184 947 179	1 694 332 743	-509 385 564	143%
4:4:dépenses de transfert	1 909 532 115	2 566 448 785	-656 916 670	134%
5:5:dépenses d'investissement	6 362 910 793	7 551 298 318	- 1 188 387 525	119%
11:Education nationale	225 214 906 006	47 346 700 283	177 868 205 723	21%
2:2:dépenses de personnel	173 048 604 790	8 750 753 042	164 297 851 748	5%
3:3:dépenses de biens et services	5 918 093 949	12 341 147 435	- 6 423 053 486	209%
4:4:dépenses de transfert	281 980 513	1 117 795 213	-835 814 700	396%
5:5:dépenses d'investissement	45 966 226 754	25 137 004 593	20 829 222 161	55%
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	74 379 217 930	67 021 837 380	7 357 380 550	90%
2:2:dépenses de personnel	29 506 619 762	4 629 671 653	24 876 948 109	16%
3:3:dépenses de biens et services	4 038 034 000	3 113 478 164	924 555 836	77%
4:4:dépenses de transfert	40 043 028 457	58 986 172 027	-18 943 143 570	147%
5:5:dépenses d'investissement	791 535 711	292 515 536	499 020 175	37%
13:Entrepreneuriat et commerce	10 437 011 277	448 697 044	9 988 314 233	4%
2:2:dépenses de personnel	9 642 548 812	117 452 000	9 525 096 812	1%
3:3:dépenses de biens et services	644 758 333	246 805 044	397 953 289	38%
4:4:dépenses de transfert	108 704 131	50 000 000	58 704 131	46%
5:5:dépenses d'investissement	41 000 000	34 440 000	6 560 000	84%
14:Gestion des finances publiques	402 896 186 246	974 301 760 622	- 571 405 574 376	242%
1:1:charges financières de la dette	276 482 783 294	280 127 191 588	- 3 644 408 294	101%
2:2:dépenses de personnel	35 226 902 223	628 408 168 806	-593 181 266 583	1784%
3:3:dépenses de biens et services	66 920 154 972	52 160 292 840	14 759 862 132	78%
4:4:dépenses de transfert	2 306 091 326	674 895 235	1 631 196 091	29%
5:5:dépenses d'investissement	17 960 254 430	7 807 212 243	10 153 042 187	43%
6:6:autres dépenses	4 000 000 000	5 123 999 910	- 1 123 999 910	128%
15:Constructions, logements et équipements collectifs	118 313 264 775	102 752 298 502	15 560 966 273	87%
2:2:dépenses de personnel	10 893 085 334	326 919 193	10 566 166 141	3%
3:3:dépenses de biens et services	289 499 998	658 024 139	-368 524 141	227%
4:4:dépenses de transfert	4 159 304 750	4 141 011 484	18 293 266	100%
5:5:dépenses d'investissement	102 971 374 693	97 626 343 686	5 345 031 007	95%
16:Industrie et mines	3 646 817 763	290 587 952	3 356 229 811	8%
2:2:dépenses de personnel	3 154 875 928	10 739 642	3 144 136 286	0%
3:3:dépenses de biens et services	210 700 000	154 979 999	55 720 001	74%
4:4:dépenses de transfert	281 241 835	124 868 311	156 373 524	44%
17:Transports	41 777 060 638	28 050 915 407	13 726 145 231	67%
2:2:dépenses de personnel	3 848 257 948	26 341 496	3 821 916 452	1%
3:3:dépenses de biens et services	794 839 793	2 199 843 592	- 1 405 003 799	277%
4:4:dépenses de transfert	5 451 692 392	6 017 747 896	-566 055 504	110%
5:5:dépenses d'investissement	31 682 270 505	19 806 982 423	11 875 288 082	63%
18:Jeunesse, Sports et Loisirs	15 205 864 230	3 149 122 831	12 056 741 399	21%

Libellés Missions/Titres	LFR 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
2:2:dépenses de personnel	5 749 905 280	378 261 360	5 371 643 920	7%
3:3:dépenses de biens et services	681 197 756	676 705 709	4 492 047	99%
4:4:dépenses de transfert	1 510 861 194	534 470 858	976 390 336	35%
5:5:dépenses d'investissement	7 263 900 000	1 559 684 904	5 704 215 096	21%
19:Justice	28 103 578 227	3 280 009 374	24 823 568 853	12%
2:2:dépenses de personnel	25 587 603 227	209 991 680	25 377 611 547	1%
3:3:dépenses de biens et services	1 860 975 000	2 670 048 579	-809 073 579	143%
4:4:dépenses de transfert	155 000 000	-	155 000 000	0%
5:5:dépenses d'investissement	500 000 000	399 969 115	100 030 885	80%
21:Pouvoirs publics	92 510 928 085	65 643 589 386	26 867 338 699	71%
2:2:dépenses de personnel	30 943 826 327	5 059 865 418	25 883 960 909	16%
3:3:dépenses de biens et services	37 721 751 758	46 604 212 458	- 8 882 460 701	124%
4:4:dépenses de transfert	6 496 470 920	8 226 453 082	- 1 729 982 162	127%
5:5:dépenses d'investissement	17 348 879 081	5 753 058 428	11 595 820 653	33%
22:Prévoyance sociale	46 631 682 829	28 142 793 765	18 488 889 064	60%
2:2:dépenses de personnel	11 651 707 380	121 888 664	11 529 818 716	1%
3:3:dépenses de biens et services	654 932 400	1 786 667 099	- 1 131 734 699	273%
4:4:dépenses de transfert	34 300 043 049	26 213 238 002	8 086 805 047	76%
5:5:dépenses d'investissement	25 000 000	21 000 000	4 000 000	84%
23:Provisions	11 803 329 046	-	11 803 329 046	0%
2:2:dépenses de personnel	-	-	-	0%
3:3:dépenses de biens et services	758 200 985	-	758 200 985	0%
4:4:dépenses de transfert	1 576 458 434	-	1 576 458 434	0%
5:5:dépenses d'investissement	4 468 669 627	-	4 468 669 627	0%
6:6:autres dépenses	5 000 000 000	-	5 000 000 000	0%
24:Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	28 139 144 418	17 314 723 457	10 824 420 961	62%
2:2:dépenses de personnel	4 704 490 688	23 588 224	4 680 902 464	1%
3:3:dépenses de biens et services	852 727 500	938 984 000	-86 256 500	110%
4:4:dépenses de transfert	1 386 326 532	1 065 246 297	321 080 235	77%
5:5:dépenses d'investissement	21 195 599 698	15 286 904 936	5 908 694 762	72%
25:Santé	158 049 909 403	96 052 664 845	61 997 244 558	61%
2:2:dépenses de personnel	74 960 229 293	477 951 623	74 482 277 670	1%
3:3:dépenses de biens et services	53 290 653 335	73 764 341 338	-20 473 688 003	138%
4:4:dépenses de transfert	11 045 029 791	9 310 302 137	1 734 727 654	84%
5:5:dépenses d'investissement	18 753 996 985	12 500 069 747	6 253 927 238	67%
26:Sécurité	54 441 904 861	2 099 798 502	52 342 106 359	4%
2:2:dépenses de personnel	51 341 904 861	17 298 500	51 324 606 361	0%
3:3:dépenses de biens et services	2 300 000 000	1 840 000 002	459 999 998	80%
4:4:dépenses de transfert	50 000 000	42 500 000	7 500 000	85%
5:5:dépenses d'investissement	750 000 000	200 000 000	550 000 000	27%
27:Stratégie économique	42 139 077 526	52 653 626 272	- 10 514 548 746	125%
2:2:dépenses de personnel	6 709 623 851	16 079 000	6 693 544 851	0%
3:3:dépenses de biens et services	1 273 567 428	31 437 790 666	-30 164 223 238	2468%
4:4:dépenses de transfert	16 072 649 377	1 218 738 937	14 853 910 440	8%

Libellés Missions/Titres	LFR 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
5:5:dépenses d'investissement	8 960 321 990	6 520 653 919	2 439 668 071	73%
6:6:autres dépenses	9 122 914 881	13 460 363 750	- 4 337 448 869	148%
28:Fonction publique et modernisation de l'Etat	11 159 074 960	1 174 562 404	9 984 512 556	11%
2:2:dépenses de personnel	9 929 543 152	118 078 000	9 811 465 152	1%
3:3:dépenses de biens et services	903 825 808	1 026 484 404	-122 658 597	114%
4:4:dépenses de transfert	284 706 000	-	284 706 000	0%
5:5:dépenses d'investissement	41 000 000	30 000 000	11 000 000	73%
29:Travail et emploi	47 188 657 179	27 404 081 275	19 784 575 904	58%
2:2:dépenses de personnel	5 361 623 165	1 237 292 735	4 124 330 430	23%
3:3:dépenses de biens et services	1 534 457 859	850 142 260	684 315 599	55%
4:4:dépenses de transfert	731 914 923	773 970 304	-42 055 381	106%
5:5:dépenses d'investissement	39 560 661 232	24 542 675 976	15 017 985 256	62%
30:Dépenses Transversales	91 213 954 000	134 130 111 758	- 42 916 157 758	147%
2:2:dépenses de personnel	3 000 000 000	3 000 000 000	-	100%
3:3:dépenses de biens et services	53 363 119 954	77 108 379 306	-23 745 259 352	144%
4:4:dépenses de transfert	6 351 149 674	3 624 077 235	2 727 072 439	57%
5:5:dépenses d'investissement	22 452 605 862	46 834 090 869	-24 381 485 007	209%
6:6:autres dépenses	6 047 078 510	3 563 564 348	2 483 514 162	59%
31:Autorisations Administratives Indépendantes et de Régulation	4 518 347 513	3 327 285 335	1 191 062 178	74%
2:2:dépenses de personnel	1 859 609 073	902 140 504	957 468 569	49%
3:3:dépenses de biens et services	1 425 617 000	1 551 993 600	-126 376 600	109%
4:4:dépenses de transfert	767 709 440	832 171 231	-64 461 791	108%
5:5:dépenses d'investissement	465 412 000	40 980 000	424 432 000	9%
Total budget général	1 787 463 093 170	1 763 428 560 516	24 034 532 654	99%
60:Pensions	59 767 490 606	67 123 927 479	- 7 356 436 873	112%
4:4:dépenses de transfert	59 767 490 606	67 123 927 479	- 7 356 436 873	112%
61:Service universel des communications électroniques	2 394 424 740	-	2 394 424 740	0%
5:5:dépenses d'investissement	2 394 424 740	-	2 394 424 740	0%
62:CAS - Prestations familiales et sociales	16 500 000 000	17 899 080 900	- 1 399 080 900	108%
4:4:dépenses de transfert	16 500 000 000	17 899 080 900	- 1 399 080 900	108%
63:CAS - Promotion du sport	4 045 199 245	11 586 565 060	- 7 541 365 815	286%
3:3:dépenses de biens et services	2 022 599 623	10 321 876 408	- 8 299 276 785	510%
5:5:dépenses d'investissement	2 022 599 623	1 264 688 652	757 910 971	63%
64:Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	1 201 250 874	2 807 989 589	- 1 606 738 715	234%
3:3:dépenses de biens et services	400 416 958	2 667 436 925	- 2 267 019 967	666%
5:5:dépenses d'investissement	800 833 916	140 552 664	660 281 252	18%
65:Formation pour l'Emploi	1 668 804 850	1 007 520 808	661 284 042	60%
3:3:dépenses de biens et services	556 268 283	966 688 776	- 410 420 493	174%
5:5:dépenses d'investissement	1 112 536 567	40 632 032	1 071 904 535	4%
66:Service public de l'eau et de l'électricité	7 844 251 811	3 718 439 180	4 125 812 631	47%
3:3:dépenses de biens et services	2 353 275 543	3 607 304 431	- 1 254 028 888	153%
5:5:dépenses d'investissement	5 490 976 268	111 134 749	5 379 841 519	2%
67:Salubrité publique	6 800 033 723	2 244 685 349	4 555 348 374	33%
3:3:dépenses de biens et services	480 000 000	13 975 000	466 025 000	3%

Libellés Missions/Titres	LFR 2020 (A)	Montants ordonnancés (B)	Ecart	Taux (B)/(A)
5:5:dépenses d'investissement	6 320 033 723	2 230 710 349	4 089 323 374	35%
68:Gestion du patrimoine routier et contrôle de la qualité des carburants	9 726 615 566	11 111 972 736	- 1 385 357 170	114%
3:3:dépenses de biens et services	1 017 661 557	4 553 813 845	- 3 536 152 288	447%
5:5:dépenses d'investissement	8 708 954 009	6 558 158 891	2 150 795 118	75%
69:Mission ministérielle financement de l'habitat	3 064 533 550	1 960 921 292	1 103 612 258	64%
3:3:dépenses de biens et services	612 906 710	766 611 835	-153 705 125	125%
5:5:dépenses d'investissement	2 451 626 840	1 194 309 457	1 257 317 383	49%
	113 012 604 965	119 461 102 393	- 6 448 497 428	106%
Total général	1 900 475 698 136	1 882 889 662 909	17 586 035 227	99%

Source : DGBFiP

ANNEXE 3 : EXECUTION DES RECETTES

Natures des recettes	LFR 2020	Réalisation du 4ème trimestre 2020	Taux	LF 2019	Réalisation du 4ème trimestre 2019	Taux de réalisation
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 158 568	1 213 748	105%	1 212 925	1 203 137	99,2%
Impôts	575 932	529 637	92%	442 516	564 213	127,5%
Impôts sur les sociétés	420 520	382 147	91%	274 574	395 909	144,2%
Sociétés pétrolières	190 000	224 666	118%	51 869	122 898	236,9%
Sociétés minières	25 085	10 962	44%	63 160	101 938	161,4%
Retenues à la source	23 985	29 942	125%	20 471	17 367	84,8%
Autres sociétés	181 450	116 577	64%	139 074	153 706	110,5%
Impôts sur les personnes	132 239	111 968	85%	148 527	135 268	91,1%
Impôts sur le revenu des personnes physiques	47 511	20 982	44%	47 964	37 823	78,9%
Acomptes versés par les salariés	61 174	67 781	111%	66 104	71 901	108,8%
Taxes complémentaires sur les salaires	23 518	23 134	98%	34 408	25 446	74,0%
Impôts forfaitaires sur le revenu	36	67	185%	51	91	178,4%
Autres impôts sur les personnes	-	4	100%	-	7	-
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	23 173	35 523	153%	19 415	33 035	170,2%
Taxes	582 636	684 111	117%	770 409	638 925	82,9%
Taxes de formation professionnelle	1 669	4 126	247%	4 191	3 272	78,1%
Droits et taxes sur la propriété	18 898	12 469	66%	53 615	9 843	18,4%
Taxes sur les biens et services	280 915	339 172	121%	357 978	269 443	75,3%
Droits et taxes de douanes	263 147	313 678	119%	317 634	285 527	89,9%
Autres recettes fiscales	18 007	14 666	81%	36 991	70 840	191,5%
B. TITRE 2: DONS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	25 071	5 246	21%	2 220	-	0,0%
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	41 371	96 057	232%	37 274	36 319	97,4%
Cotisations retraites	28 376	84 516	298%	26 100	23 762	91,0%
Prélèvements sociaux	-	-	-	-	-	-
Cotisation CNAMGS	12 995	11 541	89%	11 174	12 557	112,4%
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	339 982	470 396	138%	750 761	717 049	95,5%
Revenu de la propriété	290 643	400 414	138%	666 625	682 674	102,4%
Revenus de participations	6 064	29 613	488%	3 251	3 482	107,1%
Revenus du domaine foncier	1 042	11	1%	4 623	194	4,2%
Revenus du domaine pétrolier	273 463	349 126	128%	646 397	624 272	96,6%
Revenus du domaine minier	5 517	17 612	319%	5 081	50 592	995,7%
Revenus du domaine forestier	4 557	4 052	89%	7 273	4 134	56,8%
Recettes diverses non fiscales	34 339	69 848	203%	84 136	34 375	40,9%
Vente de biens et services	15 000	133	1%	39 000	-	0,0%
Recettes à répartir*	-	-	-	-	56 284	-
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	1 564 992	1 785 447	114%	2 042 181	2 012 789	98,6%

Source : DGCPT, DGI, DGDDI

GLOSSAIRE

- **PIB** : Produit Intérieur Brut
- **CEMAC** : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
- **FMI** : Fonds Monétaire International
- **OPEP** : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
- **Mt** : Millions de tonnes
- **PRE** : Plan de Relance de l'Economie
- **PSGE** : Plan Stratégique Gabon Emergent
- **BTP** : Bâtiments de Travaux Publics
- **MONP** : Main d'œuvre non permanente
- **SOGATRA** : Société Gabonaise de Transport
- **LF** : Loi de finances
- **LFR** : Loi de Finances Rectificative
- **PDNI** : Plan Directeur National des Infrastructures
- **CNAMGS** : Caisse Nationales d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale
- **CHU** : Centre Hospitalier Universitaire
- **ZES** : Zone Economique Spéciale
- **ZERP** : Zone Economique à Régime Privilégié
- **PPP** : Partenariat Public Privé
- **BEAC** : Banque des Etats d'Afrique Centrale
- **BTA** : Bons du Trésor Assimilables
- **FFE** : Fonds de Facilités Elargies
- **SOGARA** : Société Gabonaise de Raffinage
- **ANGTI** : Agence Nationale des Grands Travaux et des Investissements
- **FINEX** : Financement extérieur
- **AFD** : Agence Française de Développement
- **BDEAC** : Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
- **BIRD** : Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
- **CAS** : Compte d'Affectation Spéciale
- **LOLFEB** : Loi Organique relative aux lois de finances et à l'Exécution du Budget
- **DGBFIP** : Direction Générale du Budget et des Finances Publiques
- **DGEPF** : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale